

L'Algérie récupère un pistolet du 18e siècle ayant été mis aux enchères à Londres

P.24



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3525 Jeudi 25 Mai 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

Algérie – Portugal

Le président de la République préside la cérémonie de signature d'accords de coopération

P.02



ALGERIE-PORTUGAL



**Tebboune appelle les
investisseurs portugais
à investir en Algérie**

P.03

START-UP



**Lancement de la
plateforme "Safakat"
grâce à Djamel Ait
Amoura**

P.07



Financement de 117 micro-zones d'activité au profit des porteurs de projets en 2023

P.05

Algérie-Portugal:

Le président de la République préside la cérémonie de signature d'accords de coopération

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mercredi à Lisbonne, conjointement avec le Premier ministre portugais, M. Antonio Costa, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente dans divers domaines de partenariat et de coopération entre l'Algérie et le Portugal.

A ce propos, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a procédé, avec son homologue portugais, M. Joao Gomes



Cravinho, à la signature d'un mémorandum d'entente dans

le domaine de la gouvernance numérique et de la modernisation de l'administration, d'un programme d'échange culturel pour la période 2023-2025, ainsi que d'une Déclaration d'intention portant sur le renforcement de la coopération bilatérale.

De son côté, le ministre de l'Economie et de la connaissance des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mehdi Oualid a procédé, avec le ministre portugais de l'Economie et de la Mer, M. Antonio Costa Silva, à la signature d'un mémorandum d'entente relatif aux start-up et à l'innovation.

Le président de la République visite le siège historique de la mairie de Lisbonne



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a visité mardi le siège historique de la mairie de Lisbonne où la clef de la ville lui a été remise.

A son arrivée à la place de ce site historique où a été fondée l'antique ville de Lisbonne et avant d'écouter les hymnes nationaux des deux pays, le Président Tebboune a été reçu par le maire de Lisbonne qui lui a remis la clef de la ville et donné des explications exhaustives sur les différentes étapes historiques de la région devenue aujourd'hui la capitale politique du Portugal.

Le président de la République a signé sur place le livre d'or de la mairie.

Dans une allocution à cette occasion, le Président Tebboune s'est dit fier de visiter Lisbonne, qu'il a qualifiée de "capitale de l'histoire, de la culture et de la modération".

Il a ajouté que Lisbonne, dont l'histoire "remonte à l'époque préhistorique, fut la citadelle des arabes. Elle est également connue à travers ses célèbres navigateurs à travers le monde, comme Vasco de Gama".

Le Président Tebboune a évoqué les caractéristiques de la ville de Lisbonne "alliant modernité et histoire antique" estimant qu'"elle est le témoin de l'édification de la République du Portugal et a toujours été une capitale cosmopolite".

Il a en outre évoqué le patrimoine commun aux deux pays, un patrimoine, a-t-il dit, "dont nous partageons les repères et qui symbolise notre histoire profonde".

Le président de la République a appelé "à l'intensification des relations de coopération entre Lisbonne et Alger à travers le jumelage des deux villes pour échanger les expertises en matière de modernisation".

Le Président de la République s'entretient à Lisbonne avec le Premier ministre portugais

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est entretenu, mercredi à Lisbonne, avec le Premier ministre du Portugal, M. Antonio Costa, et ce dans le cadre de la visite d'Etat qu'il effectue dans ce pays ami. Les entretiens se sont déroulés au

siège de la Primature portugaise, en présence des membres des délégations des deux pays. Au terme de ces entretiens, il a été procédé à la signature de plusieurs accords de partenariat dans de nombreux domaines de coopération entre les deux pays.



Les opportunités d'investissement qu'offre le climat des affaires en Algérie mises en exergue

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en exergue, mercredi à Lisbonne, les grandes opportunités d'investissement qu'offre le climat des affaires en Algérie dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement, un texte qui protège l'investisseur étranger et garantit la stabilité du cadre juridique régissant ce secteur.

Présidant conjointement avec le Premier ministre portugais, Antonio Costa, l'ouverture du Forum économique algéro-portugais, le Président Tebboune a mis en relief les grandes opportunités d'investissement offertes par le climat des affaires en Algérie, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement.

Affirmant que ce texte assurait la protection de l'investisseur étranger et garantissait la stabilité du cadre juridique régissant l'investissement, le Chef de l'Etat a invité les hommes d'affaires des deux pays à explorer les moyens permettant de renforcer le partenariat économique en vue de dessiner les contours d'un avenir économique commun à la hauteur de la qualité des relations politiques et humaines entretenues par les deux pays et peuples.

Les Portugais "connaissent très bien le niveau du climat des affaires en Algérie et exercent aisément leurs activités dans le pays", a-t-il ajouté, évoquant "les résultats positifs de l'économie algérienne qui a vu les



exportations hors hydrocarbures s'élever à plus de sept (7) milliards USD durant l'année précédente, avec l'objectif d'atteindre 13 milliards USD à l'avenir".

L'Algérie qui s'est lancée dans la production de l'hydrogène vert dans le cadre du programme de développement des énergies renouvelables, proposera ses produits aux pays européens dans le cadre d'un "futur partenariat économique", a fait savoir le Président Tebboune.

De son côté, le Premier ministre portugais a affirmé que les relations entre les deux pays "sont, politiquement et économiquement, très solides", et que la visite du Président Tebboune permettrait de "raffermir les relations" algéro-portugaises.

Il a également relevé la nécessité de "renforcer le partenariat entre les opérateurs des deux pays, notamment dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, du transport maritime, de l'énergie et des énergies renouvelables".

Par ailleurs, M. Costa a exprimé "l'intérêt tout particulier" que porte

le Portugal au renforcement de la coopération économique avec l'Algérie, qui présente "une des économies les plus fortes du continent africain, un climat des affaires attractif, en plus d'être un important fournisseur d'énergie du Portugal".

Organisé par le Conseil du nouveau économique algérien (CREA) et l'Agence pour l'investissement et le commerce extérieur du Portugal (AICEP), ce forum qui a connu la participation d'une soixantaine d'hommes d'affaires algériens et portugais, tend à rapprocher les investisseurs des deux pays, à examiner les opportunités de coopération et de partenariat et à booster la coopération économique.

La délégation d'hommes d'affaires algériens est composée de plusieurs opérateurs publics et privés, activant dans divers secteurs tels que l'énergie, l'agriculture, l'agroalimentaire, les technologies de la communication et l'industrie pharmaceutique, ou encore dans des domaines liés aux efforts visant à assurer la sécurité alimentaire. La rencontre se veut une occasion pour informer les opérateurs portugais sur les avantages offerts dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement, et procéder à un échange d'information entre les entreprises activant dans différents domaines.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Algérie-Portugal : Consolidation des relations historiques et convergence totale de vues

L'Algérie et le Portugal ont exprimé leur volonté de consolider leurs relations historiques, mardi à Lisbonne, au deuxième jour de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans ce pays ami, affichant une convergence totale de vues sur toutes les questions régionales et internationales.

Dans une déclaration commune à la presse avec son homologue portugais, M. Marcelo Rebelo de Sousa, le Président Tebboune qui est accompagné d'une importante délégation ministérielle, a affirmé que les entretiens entre les deux parties ont fait ressortir une convergence totale de vues concernant toutes les questions régionales et internationales, notamment la situation en Libye, au Mali, au Sahel, au Sahara occidental et en Palestine, ainsi que la situation en Ukraine.

Le président de la République a rappelé, à ce propos, que "l'Algérie aspire, tout comme le Portugal, à la paix en Ukraine et en Russie, ainsi qu'au règlement de la question du Sahara occidental conformément aux résolutions des Nations-unies et du Conseil de sécurité".

"Nous avons réaffirmé notre



soutien absolu à la cause palestinienne", a-t-il poursuivi, rappelant que "la position de l'Algérie est claire à cet égard et plaide pour la solution de deux Etats et l'établissement de l'Etat de Palestine sur les frontières de 1967 avec El-Qods-est pour capitale".

Evoquant les relations algéro-portugaises, le président de la République a exprimé la volonté de l'Algérie de les intensifier et de les élargir à tous les domaines, ajoutant que l'Algérie "est actuellement sur la voie de l'édification d'une véritable démocratie au profit du peuple et l'édification d'une économie basée sur l'intelligence, la connaissance et les start-up".

Le Président Tebboune a

également réitéré l'attachement de l'Algérie au Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé entre les deux pays en 2005, présentant, à cette occasion, ses chaleureuses félicitations au Président de Sousa et au peuple portugais ami à l'occasion de la célébration, le 10 juin prochain, de leur fête nationale.

Pour sa part, le président portugais s'est félicité des relations "fortes" unissant les deux pays, saluant le rôle historique de l'Algérie dans le renforcement de la démocratie dans son pays.

Il a ajouté que la visite du Président Tebboune au Portugal permettra de promouvoir les relations de coopération bilatérale au plus haut niveau, notamment dans les domaines

de la coopération diplomatique, sécuritaire et économique, à l'instar des secteurs des énergies renouvelables, du tourisme et de l'enseignement supérieur.

Le Président de Sousa a également réaffirmé la position ferme du Portugal vis-à-vis de la question du Sahara occidental, précisant que son pays respecte et appuie les efforts des Nations-Unies, ainsi que ses décisions sur cette question.

Dans l'après-midi, le président de la République, s'est rendu au siège historique de la mairie de Lisbonne où il a reçu la clé de la ville de la part du Maire qui lui a fourni des explications sur les différentes étapes historiques de la région.

A cet égard, il a fait part de sa fierté d'être à Lisbonne, la qualifiant de "capitale d'histoire, de culture et de modernité", appelant à intensifier les relations de coopération entre Lisbonne et Alger à travers un jumelage entre les deux capitales.

Dans la matinée, le président de la République avait reçu un accueil solennel de la part de son homologue à la Place de l'Empire.

La veille, et lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté nationale établie

au Portugal, le président de la République a écouté les préoccupations de différents intervenants présents à cette rencontre avant de répondre à leurs préoccupations portant sur les questions liées aux compétences algériennes à l'étranger et les rôles qui leur incombent pour contribuer au développement du pays.

Il a réaffirmé, à ce propos, la détermination de l'Etat à "assurer la protection de ses enfants à l'étranger et à les défendre s'ils sont victimes d'injustices dans leurs pays d'accueil, et ce dans le cadre du respect de la souveraineté de ces derniers".

Il a également évoqué les différentes mesures instituées au profit de la diaspora, notamment la réduction des prix des vols pour raffermir les liens avec la patrie, l'accès à la retraite auprès de la Caisse nationale des retraites (CNR) et d'autres mesures visant à alléger le poids de l'éloignement du pays.

Le Président Tebboune a indiqué que l'Algérie œuvrait à renforcer la coopération économique avec le Portugal à la faveur de la nouvelle voie empruntée pour l'édification d'une économie solide, créatrice de richesses et d'emploi.

Tebboune appelle les investisseurs portugais à investir en Algérie



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune poursuit, mercredi, sa visite d'Etat au Portugal à la tête d'une importante délégation ministérielle. Il a procédé, au dernier jour de sa visite, à l'ouverture du forum des hommes d'affaires algéro-portugais, qui tend à rapprocher

les investisseurs des deux pays, à examiner les opportunités de coopération et de partenariat et à booster la coopération économique.

En ouverture de ce Forum des hommes d'affaires algéro-portugais, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lors de son

discours aux agents économiques, que la nouvelle loi sur les investissements vise à améliorer le climat des investissements en Algérie et protège les investisseurs. Appelant donc les investisseurs portugais à nouer des partenariats avec des hommes d'affaires algériens en Algérie.

Il a ajouté que les Portugais «

connaissent très bien le niveau du climat des affaires en Algérie et exercent leurs activités avec satisfaction », soulignant « les résultats positifs obtenus par l'économie algérienne, tels que la valeur des exportations hors secteur des hydrocarbures dépassant 7 milliards de dollars

au cours de l'année écoulée et j'ai hâte d'atteindre 13 milliards de dollars à l'avenir. »

Tebboune révèle que l'Algérie développe le secteur des énergies renouvelables

Par la même occasion, le président de la République a également révélé que l'Algérie a commencé à produire de l'hydrogène vert dans le cadre d'un programme de développement du secteur des énergies renouvelables, soulignant qu'elle proposera son produit aux pays européens dans le cadre d'un « futur partenariat économique ».

En outre, le Chef de l'Etat Tebboune présidera, plus tard ce mercredi en compagnie du Premier ministre portugais, Antonio Costa, la cérémonie de signature d'accords bilatéraux dans de nombreux domaines de coopération entre les deux pays. Enfin, il visitera ensuite le siège du Parlement portugais, où il sera reçu par M. Augusto Santos Silva, Président de cet organe législatif, créé en 1976 sous le nom de l'Assemblée de la République et composé de 230 membres.

Le Sommet bilatéral algéro-portugais prévu au deuxième semestre de 2023

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, mardi soir depuis la capitale portugaise, Lisbonne, la tenue durant le deuxième semestre de l'année 2023, du Sommet bilatéral algéro-portugais, affirmant avoir convenu avec son homologue portugais de faire de 2023, une "année charnière pour la relance des échéances bilatérales majeures".

Dans son allocution lors du dîner offert en son honneur par le président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa, à l'occasion de la visite d'Etat qu'il effectue à ce pays ami, le Président Tebboune a indiqué avoir convenu avec le Président de Sousa, de faire de l'année 2023, une "année charnière pour la relance des échéances bilatérales majeures, en tête desquelles le Sommet bilatéral prévu pour le deuxième semestre de l'année en cours, que nous sommes en passe de préparer, dans le cadre du suivi des résultats du Groupe de travail conjoint sur la coopération économique tenu à Alger les 15 et 16 mai".

Dans ce contexte, le président de la République a exprimé sa conviction "profonde" des perspectives "prometteuses" qu'il convient d'exploiter pour asseoir les fondements d'un partenariat fort", précisant que cette conviction avait été mise en avant, mardi matin, lors de ses entretiens "riches" avec le Président portugais.

A cette même occasion, le Président Tebboune a exprimé sa "joie" de se trouver au Portugal, pays "lié à l'Algérie par des liens profonds d'amitié et de lutte commune, pour la liberté et la



démocratie", faisant part de sa fierté des "traditions d'amitié ancrée unissant les deux pays, des traditions établies par les générations successives d'hommes et de femmes fidèles à leurs principes et à leurs peuples".

L'occasion était pour le président de la République de rendre hommage à Manuel Teixeira Gomes, premier Président de la République portugaise qui fut "témoin des contacts entre deux peuples qui partagent les mêmes valeurs et principes humains nobles, parce qu'il a aimé l'Algérie et choisi d'y vivre pour défendre la liberté et la dignité de sa patrie, jusqu'à ce qu'il y soit enterré, en terre bénie".

Le Président Tebboune s'est dit fier du partenariat entre les deux pays, un partenariat qu'il entend "œuvrer sans relâche à en consolider les acquis, à l'occasion de cette visite et lors des prochaines échéances bilatérales".

"L'Algérie dont les potentialités de croissance économique la qualifient pour remporter l'enjeu du développement et du progrès, veut élargir le

champ de coopération bilatérale avec le Portugal, par la réactivation des cadres juridiques et en allant de l'avant sur la voie d'un partenariat intégré qui soit à la hauteur de notre volonté politique distinguée, particulièrement s'agissant des start-up, de la e-gouvernance et des énergies renouvelables", ajoutant que "le Portugal réalise des avancées considérables dans ces domaines".

Le Président de la République a exprimé son souhait de voir les investissements portugais en Algérie s'accroître, pour qu'ils soient au même niveau que les relations politiques consensuelles", précisant que "le nouveau climat économique positif en Algérie est ouvert à l'investissement et favorable aux exigences des acteurs économiques, de par la stabilité juridique qu'il apporte et les facteurs encourageants qui facilitent l'intensification des initiatives d'investissement par les opérateurs portugais".

Le Président Tebboune a, d'autre part, souligné

la "forte détermination des deux pays à œuvrer, à l'occasion de la sixième session de la prochaine réunion bilatérale algéro-portugaise de haut niveau prévue en Algérie, à consacrer la poursuite des consultations politiques et stratégiques et à évaluer les mécanismes de coopération bilatérale, en vue de les promouvoir au niveau des fortes relations d'amitié et de coopération entre les deux pays".

L'Algérie ne ménagera aucun effort pour contribuer au règlement des conflits en usant de son expérience dans la médiation

Le Président de la République a affirmé, à l'adresse de son homologue portugais et de l'assistance, que "l'Algérie qui a, toujours, lutté en faveur des causes justes dans le cadre de la Légalité internationale et du droit des peuples à leur autodétermination, ne ménagera aucun effort pour contribuer positivement au règlement des conflits par les voies pacifiques, de par son expérience dans la médiation, notamment à la lumière des nouveaux

défis que nous impose un contexte mondial complexe".

"Nous sommes appelés à consentir des efforts inlassables pour contribuer à l'instauration de la sécurité et de la paix dans notre région méditerranéenne et de par le monde, partant des principes du Droit international et du respect de la souveraineté nationale", a-t-il ajouté.

Au terme de son allocution, le Président Tebboune a affirmé sa disponibilité à œuvrer de concert avec le Président de Sousa en vue de contribuer au "règlement des crises et à la relance des voies du dialogue, à même d'éliminer les foyers de tension de notre voisinage et à travers le monde", soulignant que "le dialogue et la communication sont à même de consolider la volonté commune qui nous anime pour asseoir la culture de la paix et de la coopération dans notre région qui fut le berceau des civilisations et qui constitue un symbole de l'interaction constructive entre les deux rives de la Méditerranée".

Financement de 117 micro-zones d'activité au profit des porteurs de projets en 2023

La Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) a financé en 2023 un total de 117 micro zones d'activité destinées aux porteurs de projets, a fait savoir, lundi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

Présentant devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), la stratégie sectorielle au titre de l'année 2023 relative aux programmes de développement du CSGCL et des zones d'activité au niveau national, M. Merad a indiqué que la caisse avait consacré "9,87 mds DA au financement de 117 micro-zones d'activité sur une superficie de 346 hectares au niveau national".

Le ministre de l'Intérieur a expliqué que le financement de ces zones s'inscrivait dans le cadre de la "mise en œuvre du programme pilote relatif



à la création de micro-zones d'activité au niveau national comprenant 142 micro-zones d'activité sur une superficie de 433 hectares, auxquelles une enveloppe de près de 15 mds DA a été allouée en tant que coût initial".

Il a affirmé que ce projet intervenait "en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relancer l'investissement économique et à assurer un environnement à même de faciliter l'investissement et

d'assurer le foncier économique destiné à l'investissement".

Ce projet prévoit "dans une première étape, la création de deux ou trois micro zones d'activité au niveau de chaque wilaya", a-t-il souligné, précisant que les superficies de ces zones ont été fixées à 5 hectares, lotis en lots de 200 à 500 m2 en fonction des besoins des micro-entreprises".

Selon les explications de M. Merad, ce projet prend en ligne de compte plusieurs principes, notamment l'exclusion des

terres à vocation agricole et le regroupement des micro-entreprises aux besoins communs, en tenant compte des caractéristiques du territoire et de la nature des activités existantes dans chaque wilaya.

Dans ce cadre, il a souligné que le secteur "a entrepris plusieurs mesures visant à redynamiser le rôle économique des collectivités locales et à adapter les textes réglementaires régissant la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont l'introduction de dispositions dans l'avant-projet des codes communal et de wilaya en vue de fournir la base légale pour la création, la gestion et l'octroi du foncier par les communes au niveau des micro-zones d'activités, et la révision du rôle et des missions de la caisse".

A cette occasion, le ministre de l'Intérieur a présenté un exposé détaillé sur la stratégie adoptée par le secteur en 2023, en ce qui concerne la prise en charge des programmes de développement

liés à ladite caisse.

Au volet fonctionnement, M. Merad a fait état de "l'affectation de 537 milliards de DA durant l'exercice en cours, dont 392 milliards de DA représentant les affectations de l'Etat accordées aux collectivités locales par le biais de cette caisse, et 145 milliards de DA des ressources propres de la caisse ayant permis de couvrir les dépenses obligatoires et les autres dépenses liées à la gestion du service public".

Pour ce qui est de l'équipement, il a fait état de "l'affectation de 100 milliards de DA aux collectivités locales pour inscrire des programmes de développement, en sus de 10 milliards de DA au titre des prêts provisoires sans intérêts qui permettront de financer les projets générateurs de recettes proposés par ces collectivités".

De plus, ajoute le ministre, "une enveloppe de près de 34 milliards de DA a été mobilisée comme réserve pour faire face aux situations d'urgence".

ADe-ABeF :

Le service e-paiement des factures de consommation d'eau lancé

Le service du e-paiement des factures de consommation d'eau potable a été lancé au profit des clients de l'Algérienne des eaux (ADE) à la faveur de la convention de partenariat signée, mardi à Alger, entre l'ADE et l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF).

La convention a été signée par le président de l'ABEF, Lazhar Latreche et le Directeur général de l'ADE, Mustapha Reguieg, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal et des cadres des secteurs de la banque et des ressources en eau.

Grâce à cette convention, les clients de l'ADE et de ses filiales à travers tout le territoire national, titulaires de la carte bancaire CIB et de la carte Eddahabia d'Algérie Poste, peuvent payer leurs factures par internet via la plateforme de l'ADE ou son application "MiyahiMob".

Cette démarche favorisera la généralisation des dispositifs du e-paiement dans toutes les agences de l'ADE et de ses filiales sur l'ensemble du territoire national.

S'exprimant à cette occasion, M. Faïd a indiqué que cette convention de partenariat entre

les deux parties constituait un nouveau pas dans le processus "du renforcement et de la généralisation de la numérisation dans toutes les transactions quotidiennes des citoyens dans le cadre des efforts des hautes autorités du pays visant à moderniser le système financier et bancaire en particulier et à améliorer les indicateurs de l'inclusion financière en général". Le ministre a rappelé l'engagement des pouvoirs publics à renforcer l'infrastructure de la numérisation et de la modernisation des services bancaires en vue de "passer à une société numérique de plus en plus évoluée et flexible", se réjouissant de "l'amélioration considérable" des indicateurs du e-paiement ces derniers temps en Algérie.

A ce titre, il a affirmé que le nombre d'opérations de paiement en ligne a atteint, durant le premier trimestre de cette année, près de 2,7 millions d'opérations pour toutes les banques, soit un montant global avoisinant les 5,7 milliards DA, répartis sur plusieurs activités de différents secteurs.

Le nombre des comptes bancaires a augmenté à plus de 20 millions de comptes domiciliés au niveau des banques en 2022 alors que celui des cartes de paiement électronique a atteint plus de



14 millions de cartes. Il s'agit également d'une hausse de 65.000 opérations de paiements en 2016 à plus de 2 millions en 2022 des opérations de paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE), ajoute le ministre.

Nouvelles conventions attendues pour généraliser le e-paiement

Le nombre d'opérations en ligne a augmenté de 7.300 opérations en 2016 à 9 millions en 2022, a fait savoir le ministre faisant état de plus de 340 e-commerçants sur le réseau adhérents au système du e-paiement.

Pour sa part, le ministre de l'Hydraulique a fait part de son attachement à la durabilité du service public de distribution d'eau potable, notamment à travers la modernisation et le

développement de sa gestion conformément au développement socioéconomique, estimant que la convention signée s'inscrit dans le cadre de l'application du plan d'action du gouvernement qui stipule la numérisation de toutes les opérations, notamment celles relatives à la fourniture des services publics au citoyen.

Cette convention permettra de faciliter le paiement des factures d'eau, et "d'encourager un plus grand recouvrement des créances d'une manière qui profite à l'ADE et à sa stabilité financière, ainsi qu'au citoyen qui se sent pénalisé par l'éloignement des agences commerciales et les contraintes du paiement classique", a-t-il ajouté.

M. Derbal a, en outre, indiqué que la numérisation "n'est plus une étape stratégique, mais

plutôt obligatoire", qui permet d'optimiser le contrôle et la modernisation du service public de l'eau, soulignant à ce propos qu'en dépit de nombreuses mesures prises pour numériser le secteur de l'hydraulique, "il nous reste beaucoup de choses à faire pour atteindre cet objectif".

à l'inclusion financière. Par ailleurs, et dans le cadre de la consécration de la culture financière, les banques s'emploient à établir des partenariats avec plusieurs départements ministériels, à l'instar de l'Enseignement supérieur, l'Education nationale, de la Culture et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, pour valoriser les notions liées à la culture financière, ajoute le président de l'ABEF.

AÏD-el-ADHA 2023

Les citoyens d'Annaba redoutent une flambée des prix des moutons



Sara.Y

La polémique sur les prix des moutons de l'Aïd-el-Adha s'installe déjà en Algérie. Les consommateurs craignent de payer un peu plus cher un mouton. Ils redoutent une flambée des prix des moutons, après une période de sécheresse intense. Cette situation pourrait priver même les classes moyennes de la possibilité d'accomplir le rite sacré.

La hausse des prix des aliments du bétail, les conditions climatiques que connaît le pays cette année ainsi que le manque de pluie sur le territoire national ont impacté sur les prix. Les éleveurs se sont retrouvés confrontés à des difficultés pour assurer l'alimentation des troupeaux de moutons, et contraints de devoir augmenter les prix. « Le quintal d'orge est arrivé à 3 000 DA. Je ne pense pas que les prix des moutons baisseront cette année. À deux mois seulement de la célébration de l'Aïd El Adha, les éleveurs cèdent les têtes de gabarit moyen à raison de 60.000 DA » indique Ibrahim Amrani, directeur adjoint

de la Fédération Nationale des éleveurs. Face à cette situation, l'Union Nationale des Paysans Algériens (UNPA) cherche des solutions pour rendre le sacrifice de l'Aïd accessible à tous, en proposant des alternatives aux pouvoirs publics.

Le manque de pluie et la hausse des prix des aliments pour bétail pourraient inciter les éleveurs à commencer à vendre leurs moutons dans quelques jours, soit un mois et demi avant l'Aïd. Cette solution leur permettrait d'éviter les problèmes d'alimentation pour leur cheptel et de perdre des bêtes. Cette option arrangerait également le consommateur, car cela va engendrer subséquemment une baisse des prix des moutons avant la célébration sacrée, selon notre source d'information. L'objectif est de permettre aux citoyens d'acheter des moutons à des prix raisonnables en envisageant des points de vente 30 à 40 jours avant l'Aïd. Cette mesure permettrait de donner aux acheteurs potentiels le choix et de limiter l'influence des spéculateurs, a rajouté la même source.

L'éclairage public défaillant à Sidi Amar



Imen.B

L'entrée principale de la commune de Sidi Amar se trouve exposée à de nombreuses contraintes et défaillances, dues au défaut, sinon à la faible intensité de l'éclairage public qui perdure depuis quelques semaines. Les cités sont souvent plongées dans l'obscurité d'où l'impossibilité pour eux de se hasarder en famille pour rejoindre leurs domiciles tard dans la nuit, du fait des risques d'agressions et des vols. Les habitants de cette cité n'ont pas manqué d'exprimer à maintes reprises leur crainte,

mais les promesses données pour la rénovation des poteaux d'éclairage au niveau de l'entrée de leur quartier, sont restées lettre morte. Il est à signaler que cette situation arrange bien les malfrats et les radeurs de nuit qui agissent à leur guise et en toute impunité, l'obscurité étant une couverture de leurs méfaits, sans en être repérés ou identifiés. Les citoyens sollicitent une intervention urgente des autorités concernées à l'effet de trouver une solution à leurs préoccupations, particulièrement en matière de sécurité publique.

ANNABA / Cité "leS HoNgroiS"

Eclatement d'une grosse conduite d'eau



Tayeb Zgaoula

Le non-respect du code de la route et de la charge des poids lourds, qui empruntent le tronçon routier menant vers l'intérieur de la cité riveraine du 5 juillet après que des individus ont arraché les plaques signalétiques au niveau du carrefour menant vers Bougantas, sont la principale cause de la détérioration de la conduite d'eau " expliquent, hier, les riverains de cette cité. " On ne sait vraiment pas qui a arraché les plaques signalétiques implantées par les services de la commune pour régulariser le passage des piétons et de la circulation routière et d'éviter ainsi qu'un accident mortel ne puisse se produire au passage des écoliers

et des citoyens d'une part et d'autres part d'interdire les gros tonnages de pénétrer à l'intérieur de la cité d'autant plus que ces gros tonnages peuvent empreinter la grande route menant vers le chantier de construction "expliquent en colère les riverains de la coopérative qui ont souvent des altercations avec les chauffeurs des gros tonnages pour les obliger à faire demi-tour. Les protestataires avec lesquels on a pris langue, s'interrogent d'ailleurs sur l'obstination à faire de leur tête, à moins qu'ils soient hors la loi ? Diront t-ils. A cet effet, les résidents interpellent les services de la commune pour la remise en place des panneaux d'interdiction d'accès aux poids lourds et aussi les services de la sûreté de veiller au respect du code de la route.

ANNABA / ADe

Des quartiers d'El Bouni et de la nouvelle ville "Benmostefa Benaouda" privés d'eau potable



Imen.B

La crise de l'eau qui affecte la nouvelle ville "Benmostefa Benaouda" ainsi que plusieurs quartier d'El Bouni a des conséquences de plus en plus pénibles sur les conditions de vie des populations locales. Les habitants continuent de se plaindre du manque accru d'eau potable, et affirment que leurs robinets sont à sec, depuis plus d'une semaine. Jamais une coupure d'eau n'a suscité autant de colère chez la population. En effet, face à la pénurie d'eau potable qui perdure, les habitants de ces localités, très remontés, menacent de sortir dans

la rue en guise de protestation afin d'exprimer leur exaspération et réclamer le rétablissement de l'eau courante. Après plusieurs semaines d'attente, ces derniers ne veulent plus croire aux «paroles en l'air». Pendant ce temps, ils continuent à se faire «saigner» par les revendeurs d'eau douce qui font dans la surenchère face à la forte demande. Les citoyens exigent d'être alimentés en eau au moins un jour sur deux et exigent l'intervention urgente des autorités locales ainsi que les services compétents pour les aviser des problèmes vécus par la population de ces localités, auxquelles il est urgent de trouver les solutions qui s'imposent.

Lancement de la plateforme "Safakat" grâce à Djamel Ait Amoura

S.Ferdjallah

La start-up, Eurl Beyond Trading, a lancé la plateforme "Safakat", la première du genre en Algérie, qui propose des offres et des appels d'offres dans plus de 50 spécialités pour toutes les wilayas du pays.

La plateforme "Deals", selon ses responsables, dirigée par le propriétaire de l'idée et son PDG, "Djamel Ait Amoura", se distingue des autres par sa spécialisation dans l'hébergement du deal sur la plateforme elle-même et la prise en charge les procédures d'appel d'offres et de mise en œuvre. Il fournit également un environnement transparent et sûr pour les utilisateurs, et leur permet de participer à des appels d'offres au niveau national à partir de n'importe quel point à l'intérieur de l'Algérie sans la peine de se déplacer, ce qui contribue à économiser des efforts et de l'argent, car il fournit toutes les informations exactes sur les appels d'offres, y compris leurs coordonnées, et l'un de ses avantages est également le calcul automatique des points de participation des participants et des soumissionnaires et l'affichage de leur compatibilité avec le minimum requis par l'entreprise ou l'institution propriétaire. D'autre part, la plate-forme filtre automatiquement les offres et les affiche dans l'ordre en déterminant la meilleure offre qui a été soumise pour le propriétaire de l'offre sur tous les



appareils et dispose d'une application pour téléphones pour Android et iOS et d'un site Web aussi.

La plate-forme facilite également le travail pour tous les secteurs qu'elle adopte grâce au mécanisme de travail susmentionné, qui à son tour fournit un espace transparent pour tous, tout en épargnant aux entrepreneurs la peine de se déplacer entre les États pour soumettre leurs offres dans des offres au niveau de loin États.

L'équipe de travail a commencé à étudier la mise en œuvre de l'idée depuis 2017, puis les travaux ont officiellement démarré début 2022, et la plateforme est actuellement disponible sur le Play Store et bientôt sur l'App Store, ainsi que sur leur site internet : www.safakat.net

ANNABA / SiDi SAleM Des cités croulent sous les déchets ménagers



Sara.Y

Les riverains de la localité Sidi Salem dénoncent la prolifération et l'accumulation des déchets ménagers au niveau de leurs cités, des ordures qui constituent le décor d'un grand nombre de quartiers de la localité, dégradant ainsi l'image qu'elle renvoie mais également l'environnement immédiat, sans parler des odeurs nauséabondes qui se dégagent de ces déchets, une anarchie totale règne dans

le ramassage des ordures et mettant à mal les citoyens qui n'ont pas manqué de dénoncer le silence des responsables concernés. Cette insalubrité est devenue le lieu privilégié des insectes volants et rampants et des chiens errants, une menace pour les riverains, en particulier les enfants qui risquent de se faire agresser à tout moment, un vrai danger pour la santé publique qui pourrait provoquer des maladies dangereuses et contagieuses.

ANNABA / iNtoXiCAtioN

Deux décès par asphyxie au monoxyde de carbone à la cité "Champ Askri"

Imen.B

Le monoxyde de carbone continue de semer la mort dans plusieurs foyers. Défaut d'aération, matériel de chauffage obsolète ou défectueux ou encore réseau d'évacuation du gaz brûlé obstrué, toutes ces causes aboutissent à une seule fin : la mort d'une, voire de plusieurs personnes souvent issues d'une même famille. C'est encore une fois l'alerte qui est donnée. En effet, encore, deux personnes un homme et une femme âgés de 23 et 27 ans ont été retrouvés inanimés, avant-hier, par asphyxie au

monoxyde de carbone, qui s'est produit au niveau dans leur domicile situé à "Champs Askri", selon un communiqué émanant de la cellule de communication auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya. Les éléments de l'unité principale ont enregistré les deux décès des personnes asphyxiées par le gaz brûlé, émanant d'un chauffe-bain. Les corps sans vie des victimes ont été transférés à la morgue du CHU "Ibn Rochd". Une enquête a été ouverte par les éléments de police judiciaire afin connaître les raisons exactes de ce drame.



ANNABA / FAitS DiVerS

Un septuagénaire retrouvé mort au bord d'une route à Sidi Ammar

S.F

La Cité UV- de Sidi Amar a vécu des moments particuliers,

hier, après la découverte d'un corps sans vie d'un septuagénaire. En effet, le corps sans vie d'un homme âgé de 70 ans a été découvert

au bord de la route par les éléments de la protection civile vers les coups de 11heures. Selon les premiers éléments de l'enquête, la

victime, originaire de la wilaya d'Annaba, était issu de la localité. La dépouille a été transportée vers la morgue du CHU "Ibn

Rochd". De leur côté, les éléments de sûreté judiciaire ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes du décès.

L'APOCE met en garde les consommateurs d'épices dénaturées

Sara.Y
Durant ces derniers mois et surtout à l'approche de l'Aid El Adha, le marché des épices est entaché de pratiques frauduleuses, susceptibles de provoquer des dégâts sur la santé publique. Les épices cédées en vrac, dont une bonne partie présente des particularités dans l'art culinaire, sont entachées de fraude, laquelle consiste en l'utilisation de substances mélangées à ces épices pour leur donner plus de consistance

lors de la pesée et le coût de revient. La répression des fraudes pointe du doigt la forte hausse des arnaques, la qualité des épices ne serait pas toujours au rendez-vous et les fabricants tricheraient en utilisant des subterfuges pour faire plus de profits. C'est à ce titre, que l'Association de protection et d'orientation des consommateurs (Apoce) met en garde les citoyens contre les produits frelatés, surtout si elles sont présentées en vrac. Pour les clients, il n'est pas toujours simple de s'y

retrouver : "Je fais attention quand c'est marqué. Mais quand il n'y a rien de marqué, il faut faire confiance aux vendeurs", témoigne un client. « Des professionnels du secteur nous ont fait part des agissements de certains producteurs qui mélangeraient certaines épices avec de la poudre de brique et du sable noir broyés. Le pire, c'est que le consommateur ne peut s'en rendre compte », fera savoir le président de l'Apoce, Mustapha Zebdi. A ce titre, Le meilleur des



moyens est de conseiller les ménagères d'acheter des épices en grain et de les mouliner soi-même comme le faisaient si bien nos grands-parents pour éviter tout danger et des conséquences sur la santé du consommateur.

touriSMe loCAI

Tama n'Tfalout à Tizi N berber, une merveille à découvrir !

L'herbe est plus verte ailleurs, cette citation s'applique hélas à la plupart des Algériens. On se demande à chaque fois où passer nos vacances ? Les plus nantis d'entre nous passent des journées entières sur internet pour espérer dénicher une destination. Pour le reste des Algériens c'est devenu presque par défaut la Tunisie. Notre voisin Tunisiens reçoit plus de 3 millions d'Algériens chaque année ! Un chiffre énorme pour un pays comme le nôtre qui a tous les atouts pour devenir un géant touristique ! On oublie souvent qu'on a un splendide littoral de plus de 1200 km ! On oublie souvent qu'on a l'un des plus beaux déserts au monde ! On oublie qu'on a un trésor qui s'appelle tout simplement l'Algérie ! le week end dernier, on a décidé

avec des amis de découvrir « Assif ime3arten » à quelques encablures du village Iguer Oulmou à Aït Bouaïssi dans la commune de Tizi n'Berber. L'émerveillement était au rendez-vous ! Le paysage est à couper le souffle ! Parmi nous y avait un jeune émigré en France depuis plusieurs années, n'a pas pu cacher sa grande joie de découvrir ce joyau naturel et il n'a pas pu aussi cacher sa déception « des coins pareils on les trouve pas ailleurs. Des amis français ont tout fait pour me dissuader de me rendre en Algérie, pour eux c'est un désert ! Un pays où il n'y a rien à voir ! Ils ne voulaient pas que je gâche mes vacances ! On m'a conseillé la Tunisie, le Maroc ! Que font les responsables du tourisme en Algérie pour vendre son image ? » « Assif imara3ten » est devenu

la rivière des passerelles grâce à l'initiative de deux frères Salah et Amar Mamache On a rencontré Amar, le soudeur des passerelles « plusieurs jeunes de la région se sont fait blesser en essayant de passer d'une cascade à une autre. J'étais un incondicional de Tama n'Tfalout moi même lorsque j'étais un bambin. Pour permettre à nos enfants de profiter en toute sécurité de la splendeur de ce coin du paradis, j'ai pris l'initiative moi et mon frère Salah de construire des passerelles. On a une sublime région mais on doit travailler fort pour la doter des infrastructures nécessaires dans le but de recevoir des touristes », nous a-t-il dit. Pour rejoindre Tama n'Tfalout, une première passerelle d'une longueur de 12 m a été réalisée en 2017 alors que pour rejoindre



Tamda n'Rha n'Slimane, un autre bassin enjolivé d'une chute d'eau d'une hauteur approximative de six mètres, une deuxième passerelle d'une longueur de 15 m a été réalisée durant l'été 2018. Cette dernière est agrémentée d'un escalier. Chacune des

deux passerelles mesure 80 centimètres de largeur. Beaucoup de curieux se sont déjà rendus sur place pour s'enquérir de cette réalisation et aussi pour profiter de cet espace rempli de quiétude et de beauté

Par Hafit Zaouche

Une délégation mauritanienne visite le siège de la CNR à Alger

Une délégation mauritanienne a effectué, mercredi à Alger, une visite au siège de la Caisse Nationale des retraites (CNR), pour s'enquérir des services fournis aux retraités et aux ayants-droit. La délégation qui compte des cadres et des techniciens du secteur de la Sécurité sociale mauritanienne a reçu, lors de cette visite, des explications sur les missions de la Caisse et les modalités de sa gestion, ainsi que sur les procédures de prise en

charge et d'accompagnement des retraités. La délégation a écouté également un exposé sur les services de numérisations adoptés par la Caisse, notamment ceux visant l'allègement des difficultés de déplacement pour les retraités, les procédures d'accueil et d'orientation, en plus des missions des cellules d'écoute et d'assistance à domicile pour cette catégorie. Pour rappel, cette visite s'inscrit dans le cadre du voyage d'études qu'effectue

la délégation mauritanienne en Algérie du 21 au 24 mai, pour s'enquérir de l'expérience algérienne dans le domaine de la Sécurité sociale. Dans sa déclaration à la presse, le directeur général de la CNR, Djaafar Abdelli, a indiqué que la visite de la délégation mauritanienne en Algérie avait pour objectif de prendre connaissance de l'expérience algérienne et de son système de sécurité sociale, considéré parmi les systèmes "pionniers" au



niveau continental. A son tour, le représentant de la délégation mauritanienne, Otman Oueld sidi Mhamed, a souligné que la visite en Algérie visait à s'enquérir de l'expérience algérienne

"importante et riche" dans le domaine de la Sécurité sociale en vue d'en tirer avantage, saluant les mécanismes de gestion, les mesures prises et les moyens mis en place dans ce domaine.

Au Cameroun, une trentaine de femmes enlevées par des séparatistes anglophones

L'ouest du pays est ensanglanté depuis plus de six ans par un conflit entre l'armée et des indépendantistes, qui a fait plus de 6 000 morts et au moins 1 million de déplacés, selon le monde.fr.

Une trentaine de femmes ont été enlevées, selon les autorités, par des rebelles indépendantistes il y a près de quatre jours dans l'ouest du Cameroun, ensanglanté depuis plus de six ans par un conflit entre séparatistes de la minorité anglophone et forces de l'ordre. Elles ont été « sévèrement torturées et enlevées par des terroristes armés » dans le village de Kedjom Keku, dans la région du Nord-Ouest, où des groupes armés séparatistes pratiquent fréquemment des enlèvements de civils, essentiellement contre rançon, a indiqué mardi 23 mai, dans un communiqué, la préfecture du département de la Mezam. Les autorités désignent toujours par le mot « terroristes » les rebelles armés qui réclament l'indépendance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qu'ils appellent l'« Ambazonie », peuplées principalement par la minorité anglophone de ce pays d'Afrique centrale majoritairement francophone. « Une trentaine de femmes ont été enlevées par des séparatistes » samedi matin, « on ne les a pas encore retrouvées », a précisé mardi soir à l'AFP un colonel de



l'armée qui a requis l'anonymat. Le service de communication du ministère de l'administration du territoire a confirmé à l'AFP que les autorités n'avaient « pas de nouvelles des otages » mardi soir. Le jour précédant leur enlèvement, ces femmes « âgées » organisaient une « marche pacifique pour protester [...] contre les exactions et activités criminelles des terroristes », assure la préfecture de la Mezam.

Une vidéo sur les réseaux sociaux Les deux régions anglophones sont le théâtre depuis fin 2016 d'un conflit meurtrier entre les rebelles séparatistes d'un côté, qui se surnomment les « Amba Boys » ou « Amba Fighters », et l'armée et la police de l'autre, les deux camps étant

régulièrement accusés par les ONG internationales et l'ONU de crimes contre les civils. Le conflit a fait plus de 6 000 morts et forcé plus d'un million de personnes à se déplacer, selon le centre de réflexion International Crisis Group (ICG).

Les femmes avaient « manifesté publiquement » la veille de leur enlèvement contre « les activités d'exploitation des Amba Fighters » et notamment l'obligation imposée aux civils par ces derniers de leur payer « des taxes mensuelles de 10 000 francs CFA [15 euros] pour les hommes et 5 000 pour les femmes », explique dans un communiqué le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique (CHRDA), une ONG basée à Yaoundé qui documente les

violations des droits humains en Afrique. Les rebelles assurent, eux, qu'ils prélèvent ces « taxes » pour financer leur « effort de guerre pour l'indépendance ». Une vidéo circule sur les réseaux sociaux, prétendant montrer ces femmes, assises par terre et manifestement apeurées, que l'AFP n'a pas pu authentifier mais que le CHRDA cite et décrit dans son communiqué, assurant qu'elle a été postée par les « Amba Boys ». Des hommes armés y profèrent insultes et menaces à leur encontre, assurant qu'ils vont tuer ces femmes, qu'ils accusent de « complicité avec les militaires », selon le CHRDA, qui dénonce un « acte barbare » de leurs ravisseurs. Bavures et actes de torture Certains groupes rebelles armés

perpètrent régulièrement des enlèvements contre rançons de civils, parfois en groupes importants, comme le rapt de ces quelque 30 femmes, notamment dans les établissements scolaires qu'ils accusent d'enseigner le français. Ils commettent aussi régulièrement des assassinats ciblés contre des représentants des autorités, mais aussi contre des civils qu'ils accusent de « collaborer avec l'armée ».

Leurs exactions sont régulièrement dénoncées par les ONG internationales et l'ONU, qui accusent tout aussi régulièrement l'armée de commettre contre les civils des bavures mortelles, des exécutions sommaires, des actes de torture voire des razzias et des tueries dans des villages. Le conflit a éclaté fin 2016 après la répression violente de manifestations pacifiques de membres de la société civile anglophone, dont une partie s'estime ostracisée par la majorité francophone de ce pays dirigé d'une main de fer depuis plus de quarante ans par le président Paul Biya, 90 ans. Ce dernier se montre intraitable, même à l'égard des plus modérés, qui réclament une solution fédéraliste à ce conflit, et son régime déploie massivement depuis plus de six ans l'élite de l'armée et de la police pour réprimer la rébellion.

Retraites

La présidente de l'Assemblée nationale ne bloquera pas le texte d'abrogation du groupe LIOT

Le refus de Yaël Braun-Pivet de prononcer l'irrecevabilité de la proposition de loi du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires ouvre la voie à son examen à l'Assemblée nationale, selon le monde.fr. Comme à son habitude, Elisabeth Borne n'a rien laissé transparaître. Ce mardi 23 mai, lors du traditionnel petit déjeuner de la majorité à Matignon, la première ministre écoute, impassible les arguments de la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet. A l'approche de l'examen en commission à l'Assemblée nationale, le 31

mai, de la proposition de loi du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) visant à abroger la réforme des retraites, Mme Braun-Pivet refuse d'être celle qui, au perchoir, bloquera le vote d'un texte porté par un groupe d'opposition. « Elle ne veut pas qu'on piétine l'Assemblée nationale », rapporte son entourage. Le sujet des retraites, qu'Emmanuel Macron tente péniblement de mettre derrière lui, s'invitera donc, fort probablement, de nouveau dans le débat public.

Le camp présidentiel avait imaginé que Mme Braun-Pivet pourrait convoquer in extremis

le bureau de l'Assemblée afin de prononcer l'irrecevabilité du texte au nom de l'article 40 de la Constitution, qui proscrie les initiatives parlementaires dégradant les comptes publics. « Il n'est pas constitutionnel (...) de creuser le déficit de l'Etat de 15 milliards d'euros par an, sans proposer de solution de financement cohérente en face », affirmait encore le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, mardi 23 mai, sur France Inter.

Mais le refus clair et net de Yaël Braun-Pivet fait s'évanouir l'espoir d'enterrer au plus vite l'initiative de LIOT. « Vous pouvez acheter du pop-corn,

le film n'est pas fini », ironise un de ses collaborateurs. Mardi après-midi, la présidente de la commission des affaires sociales, Fadila Khattabi (Renaissance, Côte-d'Or), a fait parvenir un courrier au président de la commission des finances, Eric Coquerel (La France insoumise), lui demandant de se prononcer sur la recevabilité financière du texte. « M. Coquerel doit être mis face à ses responsabilités », avance Mme Khattabi.

« Fébrilité de la minorité présidentielle » L'issue de cette initiative est sans suspense. L'écu mélenchoniste, vertement opposé à la réforme,

entend défendre une coutume parlementaire : laisser prospérer les textes des députés, y compris ceux hors des clous budgétaires, pour ne pas brider les initiatives parlementaires.

Cette tradition, sans grandes conséquences pour un pouvoir doté d'une majorité absolue, donne des sueurs froides à l'exécutif, qui ne dispose plus que d'une majorité relative au Palais-Bourbon. « La question fondamentale est de savoir si on doit laisser leur place à des initiatives clientélistes favorisant la surenchère démagogique », interroge Aurore Bergé, la cheffe de file des députés Renaissance.

La France et l'UE soutiendront l'Ukraine «dans la durée», rappelle Paris à la Chine

PARIS: La France et l'Union européenne sont déterminées à soutenir l'Ukraine «dans la durée» et «dans tous les domaines», a réaffirmé mardi Paris à un émissaire chinois, envoyé par Pékin en Europe pour discuter d'un règlement politique du conflit russo-ukrainien.

Le ministre des Affaires étrangères français, via son directeur général des affaires politiques et de sécurité Frédéric Mondoloni, a souligné «la pleine responsabilité de la Russie dans le déclenchement et la poursuite de la guerre», lors d'une rencontre avec l'envoyé spécial chinois Li Hui chargé du dossier ukrainien, selon un communiqué de Paris.

D'après ce texte, la France, tout en saluant «la reprise du dialogue entre la Chine et l'Ukraine», a rappelé que Kiev «exerçait son droit de légitime défense» et a souligné qu'elle et l'UE étaient «déterminées à soutenir (l'Ukraine) dans la durée, dans tous les domaines». Li Hui, ancien ambassadeur chinois à Moscou, est en tournée en Europe depuis une semaine pour discuter du «règlement politique» du conflit en Ukraine. Il avait passé deux jours à Kiev et un jour en Pologne avant de se rendre en France. Il doit ensuite gagner l'Allemagne et la Russie.

Russie et Chine entretiennent des relations étroites. Le président chinois Xi Jinping

s'est rendu à Moscou en mars où il a déclaré que les relations «entraient dans une nouvelle ère».

La Chine se dit neutre dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie et a été critiquée pour avoir refusé de condamner l'invasion russe.

Vendredi, le vice-ministre polonais des Affaires étrangères Wojciech Gerwel avait «exprimé l'espoir que la Chine (...) condamnera l'agression de la Russie et fera pression sur la Russie pour qu'elle revienne au respect des principes du droit international».

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, fort de nouvelles promesses d'armes occidentales, et les pays



européens espèrent que Pékin va user de son influence sur Moscou pour contribuer à mettre fin à la guerre.

L'Ukraine n'acceptera «aucune proposition qui

impliquerait la perte de ses territoires ou le gel du conflit», avait fait savoir Kiev mercredi après que son chef de la diplomatie Dmytro Kouleba eut rencontré Li Hui.

Riyad et Washington exhortent les généraux soudanais à respecter le cessez-le-feu

L'Arabie saoudite et les États-Unis ont réaffirmé mardi l'importance du cessez-le-feu signé par les parties belligérantes au Soudan, les exhortant à respecter leurs engagements.

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a déclaré: «Les facilitateurs saoudiens et américains remarquent avec inquiétude qu'aucune des deux parties n'a respecté son engagement de ne pas chercher à obtenir un avantage militaire au cours de la période de 48 heures



qui a suivi la signature de l'accord et qui a précédé son entrée en vigueur.»

Des tirs d'artillerie sporadiques résonnaient

encore dans la capitale soudanaise mardi, malgré le cessez-le-feu signé le 20 mai 2023 à Djeddah. Les habitants de Khartoum ont

toutefois affirmé que les combats s'étaient calmés.

«Alors que les combats à Khartoum semblaient moins intenses que ces derniers jours, les facilitateurs ont transmis aux parties des rapports indiquant que les deux camps avaient violé l'accord. Il s'agit notamment d'opérations offensives à Khartoum et à El-Obeid, de frappes aériennes et de l'utilisation de l'artillerie », précise le communiqué.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a exhorté mardi les parties

belligérantes à respecter le dernier cessez-le-feu, faute de quoi elles s'exposeraient à des sanctions.

«Si le cessez-le-feu est violé, nous le saurons et nous tiendrons les transgresseurs pour responsables par le biais de sanctions et d'autres moyens», a-t-il averti. «Nous avons facilité le cessez-le-feu, mais il incombe aux forces armées soudanaises et aux Forces de soutien rapide de le mettre en œuvre.»

La Russie affirme avoir éliminé les combattants infiltrés depuis l'Ukraine

La Russie a affirmé mardi avoir «écrasé» avec son aviation et son artillerie le groupe ayant attaqué la veille depuis l'Ukraine la région frontalière de Belgorod, dans la plus spectaculaire incursion en territoire russe depuis le début du conflit.

Lundi, des combattants entrés en Russie depuis l'Ukraine ont attaqué plusieurs localités de la région de Belgorod, qui a également essuyé des tirs

d'artillerie et des attaques de drones qui ont poussé les habitants à fuir.

Le Kremlin a exprimé sa «profonde préoccupation» et appelé à faire «plus d'efforts» pour empêcher ces incursions, en pleine multiplication d'attaques sur le sol russe ces derniers mois, qui ont soulevé des questions sur la solidité des défenses.

Le ministère russe de la Défense a assuré mardi avoir repoussé cette incursion après une opération qui

a notamment mobilisé l'aviation et l'artillerie.

«Les formations nationalistes ont été bloquées et écrasées», a dit le ministère russe dans un communiqué, désignant ainsi les combattants venus d'Ukraine lors de cette incursion.

«Le reste des nationalistes ont été repoussés sur le territoire de l'Ukraine, où les frappes (...) se sont poursuivies jusqu'à leur élimination totale», a encore indiqué le ministère, affirmant

avoir tué «plus de 70 terroristes ukrainiens».

Ces déclarations étaient invérifiables de source indépendante dans l'immédiat.

«Légion» russe En réponse à l'incursion, la Russie avait décrété lundi un régime «antiterroriste» dans toute la région de Belgorod, qui a été levé mardi en fin d'après-midi. Cette mesure octroyait des pouvoirs étendus aux forces de l'ordre.

La Russie a accusé Kiev d'être derrière cette attaque, mais les autorités ukrainiennes nient toute implication.

«Nous ne livrons pas de guerre sur des territoires étrangers», a ainsi assuré mardi la vice-ministre ukrainienne de la Défense Ganna Maliar, y voyant une «crise interne russe».

Des Russes interrogés à Moscou par l'AFP mardi ont fait part de leur crainte de nouvelles attaques.

Coupe d'Algérie : La JSS et le NCM menacent de boycotter

Comme nous vous l'annoncions hier, le tirage au sort des demi-finales de Coupe entre la JSS et l'ASO d'un côté et entre le NCM et le CRB promettaient des confrontations en dehors du terrain avant le jour J, et pour cause : la décision du BF d'instaurer la VAR a poussé la commission de la coupe de programmer les deux rencontres sur des terrains neutres, et cela n'arrange pas les équipes tirées en premier.

mardi soit au lendemain du tirage au sort de la coupe, la commission présidée par Khabouz a annoncé que la JSS allait devoir recevoir l'ASO le vendredi 26 mai 2023 (18h00) à Oran, alors que l'autre match se jouera à Hamlaoui le lendemain à savoir samedi à partir de 18h, une décision redoutée de part et d'autre, il faut dire que quelques instants après le tirage, Bellakhdar représentant de la JSS au tirage ainsi que Bennacer pour le NCM affichaient une grise mine, ils savaient que leurs stades respectifs présentaient



des carences, puisque des réserves avaient été émises par la commission de la coupe dépechée pour une étude technique en prévision de l'utilisation de la VAR. Finalement, ce que les deux camps redoutaient a fini par se confirmer, la JSS et le NCM vont devoir jouer ailleurs, cela a donné lieu à un mouvement de rébellion, Zerouati n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur deux personnes : le SG de la FAF Mounir Debichi et Abdelkrim Medouar président de la LFP, il leur reproche de vouloir

coûte que coûte provoquer la sortie de son équipe de la course. «Ils veulent régler leurs comptes avec moi sur le dos de mon équipe», dira Zerouati dans une conférence de presse organisée hier à Béchar.

Eternel recommencement
Les revendications de la JSS et du NCM sont claires, les deux clubs veulent recevoir chez eux, pour eux, leurs stades peuvent facilement accueillir la VAR, mais la commission de Coupe ne veut pas effectuer une contre-visite, dans le but d'aider

leurs adversaires à passer en finale, ils refusent de céder et menacent même de saisir le TAS car, d'après eux, le règlement de la coupe tel qu'ils l'ont validé en début de saison, ne prévoit pas l'utilisation de la VAR, il est donc impossible de se soumettre aux ordres même s'il s'agit d'une décision émise par le BF, d'ailleurs la FAF à travers une publication hier sur son site a rappelé les circonstances de l'application de la VAR, après les orientations d'Etchiali et l'installation d'Abid-Charef comme responsable de la VAR à la CFA. Les matches de vendredi et samedi prochains risquent sérieusement de ne pas se jouer, un report est plus que possible, cela nous rappelle de vieux souvenirs car, en coupe, il y a eu souvent des soucis de programmation, on se souvient tous de 2018 et l'affaire du match JSK-MCA lorsque les Kabyles avaient été privés de leur stade, à cause de sa capacité d'accueil qui n'atteint pas les 20 000 places prévues par le règlement, un Odomètre

a même été utilisé au stade de Tizi Ouzou pour confirmer que le stade n'avait pas plus de 14 000 places assises, la suite, on l'a tous suivi, un match joué à Hamlaoui, émaillé d'incidents causant des blessés dans le camp mouloudéen après des accrochages entre ces derniers et les supporters du CSC, les gens avaient pointé du doigt la commission de la coupe, ce souvenir n'est pas le seul, le MCA d'Omar Ghrif avait mené une bataille pour jouer une demi-finale à Bologhine contre l'ESS pour fuir le 5-Juillet, l'USMA a fait de même pour faire jouer une rencontre contre le MCO en 2013 à Zabana au lieu de Bouakeul... Déjà confrontée à des soucis de programmation qui vont prolonger le championnat jusqu'à juillet prochain, la LFP risque de voir un week-end partir en fumée, si aucun accord n'est trouvé entre les différentes parties d'ici vendredi, à l'origine de ce désaccord cette VAR que non stades et même nos clubs ne sont pas prêts à accueillir cette saison, à suivre

Hadjam n'a plus la tête au foot



Les dernières semaines ont été cauchemardesques pour Jaouen Hadjam (19 ans), alors que le premier trimestre de l'année 2023 était riche en événements pour ce joueur originaire de Relizane avec un transfert dans un grand club, le FC Nantes qui est allé le chercher du Paris FC qui évolue dans le palier inférieur (L2).

L'autre événement heureux pour Hadjam a été sa convocation en équipe d'Algérie. Un événement qui a rendu fière sa famille, toute contente de le voir jouer pour l'Algérie. Le coach français des espoirs lui a adressé une convocation qu'il déclina, alors que d'autres binationaux temporisent pour espérer une convocation chez les A de Didier Deschamps. A 19 ans, il

n'était pas pressé de répondre à l'appel de l'Algérie, mais il a rapidement tranché en faveur du pays dont est originaire sa famille. Un choix qui lui valut la reconnaissance des Algériens. Après avoir honoré sa 1re sélection à Tunis face au Niger fin mars (0/1), il est retourné au club avec l'ambition de finir en beauté sous les couleurs nantaises cette deuxième moitié de saison. Hélas, les choses vont se gâter pour lui après.

Des soucis personnels
Tout a commencé avec le bras de fer entre lui et l'ancien entraîneur Antoine Kombouaré, suite à son refus de rompre le jeûne le jour du match. Refusant d'obtempérer aux ordres du coach, il est écarté de l'équipe première. Stoppé dans sa lancée,

Jaouen Hadjam campera sur ses positions. N'ignorant pas son talent, Antoine Kombouaré le rappelle par la suite. Mais les résultats négatifs ont poussé la direction à le limoger, en nommant quelqu'un du sérail, en l'occurrence Pierre Aristouy. Lors de deux matchs à la barre technique, celui-ci ne l'a pas encore utilisé, le laissant sur le banc face à Toulouse (0/0) et samedi contre Montpellier (0/3). La direction nantaise espérait que le changement d'entraîneur provoquerait une onde de choc. Malheureusement, les effets souhaités tardent à se produire et le FCN va droit vers le purgatoire. Hadjam n'a pas comme seul souci sa mise sur le banc des remplaçants. D'après l'un de ses proches, il serait en butte

à des problèmes familiaux ces derniers jours. Par conséquent, il n'a plus la tête au football. « Il a besoin de réconfort moral », recommande notre interlocuteur. On ne sait pas si Djamel Belmadi est au courant de la situation délicate de son jeune poulain. Si c'est le cas, le coach national pourrait être amené à le dispenser du stage de juin même si cette éventualité est à écarter, car avec les nombreuses défections prévues pour ce stage de juin, Belmadi devrait le convoquer faute d'éléments disponibles.

Sa famille n'a pas voulu qu'il aille à l'OM

Pourtant, après une première moitié de saison au Paris FC, où il brilla par son talent au poste d'arrière gauche, Jaouen Hadjam n'avait que l'embarras du choix.

De nombreux clubs de L1 étaient prêts à l'accueillir dans leur effectif, notamment l'Olympique de Marseille qui insistait cet hiver pour le recruter. Le jeune défenseur était d'accord pour signer à l'OM, mais sa famille s'y était opposée, en arguant que l'environnement du club phocéen n'est pas propice pour l'évolution de sa carrière. Sa famille a mis la pression sur lui pour qu'il choisisse le FC Nantes, un choix qui s'est avéré moins judicieux. Mais à 19 ans, aujourd'hui sa famille doit certainement le regretter. Il a le temps de se rattraper et de faire une carrière qui correspond à son talent très prometteur. L'expérience nantaise lui servira de leçon pour la suite de sa carrière, dira son proche entourage.

Mercato : Le Real Madrid chasse une star de Liverpool

Après une année globalement décevante, le Real Madrid va s'activer sur le mercato. Les Merengues creusent d'ailleurs une étonnante piste.

Le Real Madrid a plusieurs dossiers sur le feu. Ces derniers jours, c'est surtout l'affaire Vinicius Junior qui occupe l'esprit et le temps des Merengues. Les pensionnaires du stade Santiago Bernabéu font leur possible pour soutenir le Brésilien, de nouveau victime d'insultes racistes dimanche à Valence. En parallèle, l'écurie de la capitale espagnole avance sur son mercato. Si Carlo Ancelotti devrait continuer, sauf retournement de situation, plusieurs joueurs ne sont pas assurés de rester l'an prochain.



C'est le cas de Ferland Mendy. Désiré par Zinedine Zidane, le latéral gauche devait prendre définitivement le pouvoir à son poste cette saison suite au départ du légendaire Marcelo. Mais tout ne s'est pas passé comme prévu. L'ancien joueur de l'Olympique

Lyonnais, pointé du doigt pour son irrégularité par les médias ibériques, a souvent été trahi par son corps. Ancelotti a dû bricoler, lui qui a notamment aligné Nacho ou encore Eduardo Camavinga à ce poste. Ce dernier a d'ailleurs donné satisfaction. Mais ce n'est

pas une solution pour le long terme.

Robertson plaît aux Merengues

Les vainqueurs de la Coupe du Roi 2023 souhaitent donc mettre la main sur un nouvel arrière-gauche. D'autant que la porte est ouverte pour Ferland Mendy, suivi notamment par Newcastle et le PSG comme expliqué sur notre site. Pour remplacer ou concurrencer l'international tricolore, les Merengues, qui vont faire revenir Fran Garcia, regardent du côté de l'Angleterre et de Liverpool. En effet, le Daily Mail révèle que le Real Madrid est très intéressé par Andrew Robertson. Le profil de l'Écossais de 29 ans, expérimenté (266 matches et 7 trophées avec les Reds) et solide, plaît beaucoup

aux têtes pensantes madrilènes. Mais le dossier est loin d'être bouclé.

Le média anglais explique que le joueur sous contrat jusqu'en 2026 n'a pas forcément envie de changer d'air cet été. Mais l'intérêt du Real Madrid ne devrait pas le laisser indifférent. D'autant qu'il ne disputera probablement pas la Ligue des Champions l'an prochain avec les Reds. Ce qui peut peser dans la balance. Le Daily Mail estime que le club de la Mersey demandera plus de 46 millions d'euros pour le recruter. Outre Robertson, les Merengues ont toujours un œil sur Alphonso Davies, que le Bayern Munich veut prolonger. La quête d'un latéral gauche sera tout sauf facile pour le Real Madrid.

Jordi Alba annonce son départ du FC Barcelone

Dans un communiqué publié ce mercredi, le FC Barcelone annonce le départ de son latéral gauche espagnol Jordi Alba, après onze saisons passées à défendre le maillot blaugrana et à étoffer la salle des trophées du Camp Nou. Après Sergio Busquets, un vice-capitaine du FC Barcelone quittera le navire à l'issue de la saison 2022-2023. En effet, le latéral gauche Jordi Alba va s'en aller du Barça, champion d'Espagne, à la fin de son contrat, expirant le 30 juin prochain. A 34 ans, l'international espagnol n'a plus le statut de titulaire indiscutable cette saison

(seulement 19 titularisations en 29 matches TCC, 2 buts et 3 passes décisives), doublé par le jeune Alejandro Balde cette saison (35 en tant que titulaire sur 43 rencontres).

Avant que le club ne l'annonce via un communiqué sur son site officiel, c'est le joueur lui-même qui a officialisé la nouvelle par l'intermédiaire d'une vidéo postée sur ses réseaux sociaux : «merci à mes parents et mes frères. Merci à mes amis de m'avoir accompagné durant ce trajet. A tous mes coéquipiers, les staffs, les présidents et tous les salariés durant toutes ces années, à mes enfants et ma femme pour

son soutien inconditionnel. Ce fut un honneur d'être un joueur du FC Barcelone. (...) Merci Culés et vive le Barça.» La presse espagnole précise également que le natif de L'Hospitalet de Llobregat a décidé de quitter la Catalogne par lui-même, renonçant à la moitié du salaire différé que lui doit encore le FCB.

17 trophées soulevés avec le Barça

Arrivé chez les pensionnaires du Camp Nou à l'été 2012 en provenance du Valence CF, Jordi Alba s'est rapidement imposé à la gauche de la charnière centrale, remportant le championnat - avec



100 points au compteur - dès sa première saison. Devenant au fil des saisons l'un des cadres de la

formation catalane, le numéro 18, qu'il gardera non seulement en club mais également en sélection, s'est ensuite révélé comme l'un des meilleurs à son poste.

Au total, l'international de la Roja (91 sélections entre 2011 et 2022) aura défendu la tunique blaugrana durant 458 rencontres toutes compétitions confondues, inscrivant 27 buts et délivrant 99 passes décisives. Il aura participé à étoffer le palmarès barcelonais, en soulevant pas moins de 17 trophées, dont 6 Championnats d'Espagne, 5 Coupes du Roi et une Ligue des Champions remportée en 2015. Une nouvelle page se tourne en Catalogne.

Manchester United prépare un sale coup à plus de 63 M€



Manchester United se prépare à un été très agité. Les Red Devils sont d'ailleurs prêts à mettre le paquet pour doubler la concurrence sur un dossier à plusieurs millions d'euros. Manchester United rêve aussi plus grand. Cet été, les pensionnaires d'Old Trafford se préparent à vivre une intersaison très agitée. Il y a tout d'abord le dossier concernant le rachat du club. Si Sir Jim Ratcliffe est sur le coup, les Qataris aussi. Ce qui pourrait bien impacter le marché des transferts estival. Tout ou presque sera possible au Théâtre des Rêves. Les poches pleines, les Mancuniens devraient réaliser un mercato cinq étoiles. Comme expliqué en exclusivité sur notre site au mois d'avril, les Anglais veulent recruter Neymar Jr (PSG).

MU veut absolument Mason Mount

Le footballeur anglais de Chelsea est en fin de contrat en juin 2024. Et malgré la volonté de Mauricio Pochettino de collaborer avec lui,

il n'a pas l'intention de prolonger son bail. Pour cette raison, mais aussi parce qu'ils ont besoin de liquidités, les Blues n'ont pas fermé la porte à un départ et espèrent le vendre au moins pour 85 M€, soit environ 97 M€. Manchester United n'a pas l'intention de mettre autant pour ce joueur. Selon le Daily Mail, MU va formuler une offre très vite. Celle-ci sera d'un montant de 55 M€, soit environ 63,2 M€. Une somme très élevée pour un joueur libre en 2024. Mais il a été érigé en priorité par Erik ten Hag. Le Néerlandais est un très grand fan et pense que Mount apportera un plus à l'équipe. Le coach de MU veut que son club règle très rapidement ce dossier car il ne veut pas être doublé par la concurrence. Liverpool et Arsenal sont deux candidats sérieux à sa venue. Les Mancuniens veulent les devancer et sécuriser ce dossier. Mais ils devront aussi composer avec Chelsea, qui attend beaucoup plus d'argent pour Mason Mount. Le feuilleton ne fait que commencer.

guerre eN uKrAiNe : Attaques contre la Russie, adhésion à l'Otan...



De « nombreuses » attaques de drones ont visé dans la nuit de mardi à mercredi la région russe de Belgorod alors que Moscou promet une réponse « extrêmement ferme » à de nouvelles incursions armées. Sur le plan diplomatique, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a reconnu des désaccords sur une adhésion de l'Ukraine. Le point sur l'évolution du conflit en ce mercredi 24 mai.

Les combats se sont poursuivis en Ukraine ce mercredi 24 mai 2023 tandis que la région russe de Belgorod a été visée par plusieurs attaques nocturnes de drones.

Des attaques et sabotages se multiplient en Russie, au moment où Kiev dit achever ses préparatifs pour lancer une offensive pour reprendre les territoires occupés par Moscou. Les Russes préviennent qu'ils répondront de manière « extrêmement ferme » à de nouvelles incursions armées. Voici le point sur les événements de la journée.

Des attaques de drones sur Belgorod

« La nuit n'a pas été vraiment tranquille. Il y a eu de nombreuses attaques de drones. La défense antiaérienne s'est occupée d'une grande partie d'entre eux. » Sur Telegram, Viatcheslav Gladkov,

gouverneur de la région de Belgorod, a expliqué que les attaques qui avaient visé le territoire russe avaient endommagé des véhicules, maisons et bâtiments publics dans la région, mais sans faire de victimes.

Le secteur avait déjà été visé lundi 22 mai par des groupes armés russes basés en Ukraine voulant renverser le président russe Vladimir Poutine. Neuf civils blessés lors de l'incursion sont toujours hospitalisés, dont trois en réanimation. Plus de 550 civils ayant fui le district de Graïvoron à cause des combats se trouvent actuellement dans des centres d'hébergement temporaires.

La Russie accuse l'Ukraine d'avoir attaqué un de ses navires

La Russie a également accusé mercredi l'Ukraine d'avoir attaqué l'un de ses navires de guerre alors qu'il se trouvait en patrouille dans la zone économique exclusive turque, affirmant avoir détruit trois vedettes sans pilote lors de cet assaut.

Selon Moscou, cette attaque a eu lieu à 0 h 30, heure française, au moment où le navire russe « effectuait des tâches visant à assurer la sécurité du fonctionnement des gazoducs Turkish Stream et Blue Stream », deux tuyaux exportant le gaz russe vers la

Turquie.

« Toutes les embarcations ennemies ont été détruites par les tirs des armes régulières du navire russe à 140 km au nord-est du détroit du Bosphore », a précisé le ministère russe de la Défense. La Turquie n'a pas commenté cet incident dans l'immédiat.

Attaques et sabotages se multiplient

Ces incidents surviennent dans un contexte de multiplication et d'amplification des attaques et sabotages en Russie, au moment où Kiev dit achever ses préparatifs pour lancer une offensive pour reprendre les territoires occupés par Moscou.

Selon les autorités russes, au cours de l'incursion, un civil a été tué dans le village de Kozinka, l'une des localités attaquées, et une femme est décédée d'une insuffisance cardiaque lors de son évacuation.

Dans le district de Graïvoron, une conduite de gaz a également été touchée, selon le gouverneur de la région Viatcheslav Gladkov. « Un petit incendie est en cours », a-t-il ajouté en début de matinée, précisant que les autorités étaient sur place et que les causes de l'incident étaient en train d'être établies.

Moscou veut rester « extrêmement ferme » face aux incursions

Moscou répondra de manière « extrêmement ferme » à de nouvelles incursions armées, a promis le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, au surlendemain de l'attaque spectaculaire de groupes venus d'Ukraine sur le territoire russe.

Mardi, son armée avait affirmé avoir « écrasé » avec son aviation et son artillerie un groupe ayant attaqué la veille la région frontalière de Belgorod, la plus spectaculaire incursion en territoire russe depuis le début du conflit avec l'Ukraine.

Plusieurs voix parmi les blogueurs militaires prorusses, particulièrement influents dans la construction du récit du conflit ukrainien, se sont ainsi émues de cet incident, vantant par exemple ironiquement ce « succès militaire » quelques jours après la revendication de la prise de Bakhmout dans le Donbass.

Des désaccords sur l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a reconnu que les membres de l'alliance étaient divisés sur la question de l'adhésion de l'Ukraine, qui sera à l'agenda du sommet de Vilnius en juillet. Les Américains et de nombreux autres alliés refusent d'aller plus loin que la déclaration de Bucarest,

ont confié à l'AFP plusieurs diplomates de l'Alliance. Lors de ce sommet, en 2008, les dirigeants avaient affirmé que l'Ukraine et la Géorgie « deviendraient membres de l'Otan », sans aucune indication de calendrier.

L'adhésion à l'Otan permettrait à l'Ukraine d'invoquer la clause de défense collective de l'article 5 de l'alliance, qui oblige tous les alliés à la défendre en cas d'attaque. Des discussions sont en cours pour « construire les bases d'un compromis sur l'adhésion », a précisé l'un des diplomates. Une possibilité pourrait être de donner des garanties de sécurité comme celles données à la Suède, dont l'adhésion est bloquée par la Turquie et la Hongrie.

« La France est prête à convenir des accords avec l'Ukraine visant à lui accorder des garanties de sécurité qui l'aideront à se défendre à long terme et empêcher d'éventuelles agressions futures », a déclaré la porte-parole du Quai d'Orsay. Mais le terme de « garanties » ne fait pas consensus au sein de l'Alliance, ont précisé les diplomates.

« La garantie de sécurité ultime sera l'adhésion à l'Otan, mais ce n'est pas quelque chose qui se produira au milieu d'une guerre », a souligné Jens Stoltenberg.



Le créateur de ChatGPT veut révolutionner les cryptomonnaies avec Worldcoin et la biométrie

Le patron d'OpenAI, qui a propulsé ChatGPT, souhaite maintenant lancer une cryptomonnaie appelée Worldcoin. Elle aura la particularité d'être sécurisée par une authentification biométrique. ChatGPT, tout le monde en parle, c'est l'intelligence artificielle qui a mis le feu aux poudres de la révolution du numérique en cours. Mais les projets de Sam Altman, un des fondateurs d'OpenAI, soutenu, entre autres, par Microsoft ne s'arrêtent pas aux seuls robots conversationnels ou aux générateurs d'images. Le patron d'OpenAI compte aussi s'attaquer à l'univers des cryptomonnaies pour apporter dans cet univers une nouvelle façon de penser.

Selon un article du Financial Times, Sam Altman aurait rassemblé 100 millions de dollars pour mettre au point une cryptomonnaie universelle dont le gestionnaire de portefeuille s'appelle Worldcoin. La société

éponyme à l'origine de ce projet n'est pas nouvelle, elle a été créée en 2019 et, jusqu'à maintenant, le projet était resté discret. Il part du constat que, dans le monde des cryptomonnaies comme le bitcoin, il reste des soucis de sécurité flagrants qui entraînent des vols réguliers de fortune en cryptomonnaies sur les plateformes d'échange.

La biométrie de l'iris comme identifiant

Par rapport à ces plateformes et ces monnaies, Worldcoin aura une particularité. Son système d'identification des propriétaires d'un portefeuille se fera par biométrie, et plus particulièrement en scannant l'iris d'une personne. Une façon unique, fiable et inviolable pour sécuriser son compte. Cet identifiant ne sera pas forcément utilisable uniquement que pour sécuriser la monnaie, il pourra l'être aussi pour toutes les autres applications et également pour prouver que l'on est un humain dans l'univers



numérique.

Il pourrait aussi permettre de déjouer des tentatives d'escroquerie à partir de fausses images ou de manipulations alimentées par des intelligences artificielles génératives. Ce procédé sera disponible dans une application appelée

World App liée au portefeuille de monnaie. Malgré une situation actuelle peu favorable aux cryptomonnaies, la société compte quand même débiter l'enregistrement des premières transactions dans les six prochaines semaines... à condition d'avoir des yeux.

En Bref...



Netflix a annoncé mardi que les utilisateurs américains, français et d'une centaine d'autres pays devraient désormais payer un supplément pour partager leurs codes d'accès au service avec des personnes non-membres de leur foyer, dans le cadre de sa stratégie pour diversifier ses revenus.

Le vétéran du streaming teste depuis un an cette nouvelle formule, et l'a déjà mise en place au Canada notamment, après une année 2022 difficile, marquée par des pertes d'abonnés au premier semestre, avant de rebondir au second.

« Plus de 100 millions de foyers partagent leur compte, ce qui affecte notre capacité à investir dans de grands films et séries télévisées », a souligné Netflix en février dans un communiqué.

« Votre compte Netflix est pour vous et pour les personnes qui vivent avec vous, c'est-à-dire votre foyer », indique un e-mail de la plateforme qui doit être envoyé mardi à tous les abonnés concernés.

Le message indique les deux solutions possibles pour ceux qui partagent déjà leurs identifiants : ils peuvent ajouter un abonné supplémentaire en payant le supplément, ou transférer le profil d'une personne extérieure au foyer. Celle-ci devra souscrire à son propre abonnement mais conservera ainsi ses préférences. Le groupe californien rappelle aussi que les abonnés continuent de pouvoir regarder leurs programmes quand ils sont en déplacement.

Netflix, qui compte plus de 232 millions d'abonnés, a ajouté fin 2022 un abonnement moins cher avec publicité, après des années de réticence. Il représente désormais près de 5 millions d'utilisateurs actifs mensuels, selon l'entreprise.

La stratégie de restriction du partage de mots de passe avait, elle, pris du retard. Mais les tests et déploiements en Amérique latine et plus récemment au Canada ont été concluants, d'après Greg Peters, le codirecteur général de la société.

« Au début, il y a des annulations. Et puis les personnes qui se servaient d'identifiants empruntés créent leurs propres comptes et ajoutent des profils, et nous regagnons du terrain en termes d'abonnements et de revenus », a-t-il assuré lors d'une conférence aux analystes en avril.

Les drones Zipline vont livrer des pizzas à Seattle dès 2024



Il y a un mois, Futura présentait le P2 Zip de Zipline. Ce constructeur de drones est l'un des seuls à bénéficier d'une grande expérience sur la livraison de colis. Depuis 2014, ses P1 Zip servent à fournir du sang et des fournitures médicales aux hôpitaux au Rwanda. Les colis sont livrés par parachutage. Mais le P2 Zip s'attaque à la livraison de colis domestiques en milieu urbain. Et les premiers colis qui devraient prendre l'air devraient être des pizzas ! Aux États-Unis, à Seattle et Tacoma, la marque Pagliacci Pizza compte exploiter les drones Zipline dès 2024 pour gagner du temps lors des

livraisons et bénéficier de pizzas encore chaudes. Il faut dire que la dépose d'une pizza pourrait mettre sept fois moins de temps qu'avec un véhicule classique. L'argument écologique est également mis en avant, puisque lors d'un transport le drone n'émet que 3 % du carbone que produirait son équivalent en véhicule de livraison. L'aéronef pourrait ainsi parcourir un trajet de 16 kilomètres au-dessus du trafic routier en seulement une dizaine de minutes. Mais il peut faire encore mieux, car, le P2 Zip a une portée opérationnelle de près de 40 kilomètres et peut transporter jusqu'à 3,5 kilos de charge utile. Une capacité lar-



gement suffisante pour emporter deux pizzas avec salade et quelques boissons, par exemple. Une livraison en silence Selon le média NPR KUOW, la chaîne Pagliacci a déjà mis au point une boîte à pizza dédiée de 33 cm² qui peut s'insérer dans le droïde du drone. Ce dernier se présente sous la forme d'une nacelle motorisée, qui descend sur le point de livraison grâce à un câble lorsque le drone se stabilise sur sa position en mode stationnaire. L'avantage du drone de Zipline, c'est que

grâce à ce procédé, il peut être discret puisqu'il reste autour de 90 mètres d'altitude pour réaliser sa livraison. Pour le moment, le constructeur a déjà réalisé de nombreux tests, mais le principal frein sera d'obtenir l'approbation de la Federal Aviation Administration (FAA). De fait, il est probable que les livraisons se retrouvent limitées à certains secteurs de Seattle étant donné le trafic aérien au-dessus de la ville, ainsi que la présence de hauts immeubles.



VITAMINE K : Des chercheurs montrent comment elle aide à prévenir le diabète

Des chercheurs ont mis en évidence le rôle protecteur de la vitamine K contre le diabète, de par son rôle indirect sur la sécrétion d'insuline. Explications.

C'est, selon les auteurs de cette nouvelle étude, une première en 15 ans de recherche fondamentale. Dans une nouvelle étude, parue dans la revue Cell Reports (Source 1), des chercheurs de l'Université de Montréal (Canada) sont enfin parvenus à identifier les mécanismes expliquant comment la vitamine K aide à prévenir le diabète. Une découverte qui pourrait découler sur de nouvelles approches thérapeutiques pour lutter contre le diabète de type 2.

Micronutriment connu pour son rôle clé dans la coagulation du sang, en particulier dans la gamma-carboxylation (réaction enzymatique

essentielle au processus), la vitamine K est soupçonnée depuis des années de jouer un rôle dans bien d'autres fonctions de l'organisme. Plusieurs études ont ainsi mis en évidence une corrélation entre de faibles niveaux de vitamine K et un risque accru de diabète, sans que l'on sache encore pourquoi.

Ici, les scientifiques ont d'abord observé que les enzymes impliquées dans la gamma-carboxylation, et donc dans l'utilisation de la vitamine K, étaient présentes en grande quantité dans les cellules bêta du pancréas, celles-là mêmes qui produisent l'insuline, responsable du contrôle de la glycémie (taux de sucre dans le sang).

Une réaction en chaîne jusqu'au cœur du pancréas

“Le diabète est connu pour être dû à une réduction du nombre de cellules bêta ou à leur incapacité à produire

suffisamment d'insuline, d'où notre vif intérêt pour cette nouvelle découverte”, a commenté Mathieu Ferron, chercheur en biologie moléculaire et coauteur de l'étude, dans un communiqué (Source 2). “Afin d'élucider le mécanisme cellulaire par lequel la vitamine K maintient la fonction des cellules bêta, il était essentiel de déterminer quelle protéine était ciblée par la gamma-carboxylation dans ces cellules”, a-t-il ajouté.

L'équipe est parvenue à identifier une protéine, appelée ERGP, qui joue un rôle important dans le maintien des niveaux physiologiques (ou normaux) de calcium dans les cellules bêta du pancréas, ce qui prévient le risque de perturbation de leur sécrétion d'insuline. En clair, par un mécanisme en chaîne, la vitamine K est essentielle pour que les cellules bêta du pancréas remplissent leur



fonction sécrétrice, via cette protéine.

La bonne nouvelle, c'est que la vitamine K s'obtient facilement via l'alimentation, à condition d'aimer les légumes verts. Elle est présente dans les choux, les épinards, les bettes, le brocoli, la laitue, les

asperges, le persil, les haricots verts ou encore le kiwi. Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire, l'apport suffisant pour un adulte (homme ou femme) est de 79 µg/j, sachant qu'une demi-tasse d'épinards bouillis permet d'en obtenir plus de 400 µg.

L'âge auquel on a son 1er smartphone impacterait la santé mentale

Une étude menée par une organisation à but non lucratif révèle l'importance de l'âge auquel on acquiert son premier smartphone sur notre future santé mentale.

L'âge auquel un enfant acquiert son premier smartphone serait déterminant pour sa santé mentale future, selon une nouvelle étude menée par Sapien Labs, une organisation à but non lucratif basée à Washington, aux États-Unis.

Menée auprès de 27 959 jeunes de 18 à 24 ans provenant principalement de 41 pays d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Amérique latine, d'Océanie, d'Asie du Sud et d'Afrique, l'étude révèle que plus l'on acquiert tard son premier smartphone,



meilleure sera notre santé mentale à l'âge adulte. Et donc, à l'inverse, plus l'on a son premier smartphone jeune, plus cela nuira à notre santé mentale à l'âge adulte. Fait notable : cette tendance serait encore plus marquée pour les jeunes filles que pour leurs homologues masculins.

“Ces résultats suggèrent qu'il y a des améliorations

à long terme du bien-être mental pour chaque année de retard dans l'obtention d'un smartphone pendant l'enfance”, a commenté la fondatrice de Sapien Labs, le Dr Tara Thiagarajan, dans un communiqué (Source 1). “Il est important que nous continuions à étudier cette relation et à développer des politiques et des interventions efficaces

qui peuvent soutenir un développement mental sain à l'ère numérique afin d'inverser les tendances à la baisse que nous avons suivies”, a-t-elle poursuivi. Un meilleur “moi social”, et moins de sombres pensées

Dans l'étude, le pourcentage de jeunes hommes aux prises avec des problèmes de santé mentale était ainsi de 42 % pour ceux qui avaient obtenu leur premier smartphone à 6 ans, contre 36 % pour ceux qui l'avaient reçu à leurs 18 ans. Pour les jeunes femmes, ce pourcentage était de 74 % avec un premier smartphone à 6 ans, contre 46 % à 18 ans. L'étude indique aussi que lorsque les enfants obtiennent des smartphones à un âge plus avancé, leur “moi social”, mesure de divers

éléments psychologiques tels que la confiance en soi et la capacité à établir des relations positives avec les autres, s'améliorait par rapport à celles et ceux ayant eu un smartphone plus jeune. En outre, les problèmes de santé mentale tels que les pensées suicidaires, les sentiments d'agressivité envers autrui, le sentiment d'être détaché de la réalité et les hallucinations diminuaient considérablement si les enfants obtenaient leur premier smartphone plus tard, par rapport aux autres. Pour les auteurs de l'étude, parents, professionnels de l'éducation et personnalités politiques doivent être conscients de ces données lorsqu'ils envisagent de mettre un smartphone ou une tablette dans les mains de jeunes enfants.



Le bihaku, le secret beauté favori des Japonaises pour une peau sans ride ni imperfection

En Asie, et au Japon plus particulièrement, les femmes cultivent l'art du soin de la peau. L'une de leur technique ancestrale pour arborer un grain de peau raffermi, lisse et lumineux, c'est le bihaku. Zoom sur ce rituel anti-âge japonais.

Pour paraître plus jeune, chaque région du monde détient son petit secret beauté. Au pays du soleil levant, celui qui se transmet de génération en génération, c'est le «bihaku», un rituel qui gommerait les imperfections et lisserait les rides. On vous explique tout sur cette technique considérée comme un culte de la beauté japonaise.

Le bihaku, c'est quoi ?

Les Japonaises ont un temps d'avance lorsqu'il s'agit de prendre soin de leur épiderme. Elles jonglent avec les produits de beauté comme personne pour se garantir une mine lumineuse, mais pas grasse, un teint blanc, mais pas blafard et une peau raffermie sans être gonflée. Si elles consacrent autant de temps



à leur épiderme, c'est parce qu'au Japon, la beauté a toujours été associée à la blancheur et à la luminosité de la peau, d'où l'engouement pour le rituel de beauté «bihaku» («beauté

blanche»). Le bihaku, c'est une technique de superposition de soins ultra précise et raffinée qui leur permet d'atteindre un visage sans pores apparents, ni rides. Si en Europe, la technique du

layering ne connaît son succès que récemment, au Japon, il s'agit d'un art ancestral qui rend compte du raffinement japonais et qui privilégie la sensation des différentes textures sur la peau. Ce rituel, répété au quotidien, et parfois même plusieurs fois par jour, permet aux femmes japonaises de conserver une peau de bébé. Mais ce n'est pas tout, le bihaku est également associé à un anti-âge puissant. Pour les Japonaises, les rides sont des imperfections qui doivent être gommées, et ce rituel permettrait de les prévenir et de les atténuer. Comment atteindre le bihaku ? Pour obtenir un teint impeccable à l'apparence éclatant et maintenir leur glass skin, les Japonaises appliquent successivement une bonne dizaine de produits quotidiens et n'hésitent pas à en réappliquer au cours de la journée. Ce layering de produits permettrait de nourrir la peau en profondeur, mais surtout de la protéger des agressions extérieures, comme

la pollution par exemple. Huile démaquillante, nettoyant doux, brume rafraichissante, lotion tonique, crème hydratante,... toutes les étapes comptent pour obtenir une peau de rêve. Sans oublier la vitamine C, en sérum ou en crème qui se voit être le nouvel ingrédient star des soins cutanés.

L'étape que les Japonaises ne manquent jamais est l'application d'une bonne crème solaire, avec, si possible, un indice de protection de 50. Et pour optimiser le tout, elles ne loupent jamais leur massage facial quotidien, pour stimuler l'épiderme, souvent stressé et saturé en toxine. En plus de son côté relaxant et méditatif, la gymnastique cutanée, aussi douce qu'elle est, permettrait de conserver une peau rebondie et ferme sans jamais avoir recours à des injections.

Quel balayage blond choisir lorsqu'on est brune ? Voici l'avis du coiffeur



Pour apporter de l'éclat et du relief aux chevelures brunes, le balayage blond s'avère être la technique adéquate, à condition de bien choisir la nuance. Suivez les conseils de notre expert. S'il est très apprécié sur les cheveux blonds, le balayage saura aussi sublimer les cheveux bruns et foncés qui gagneront en relief et en éclat. Voici tous les conseils de Morgan Ouatta, coiffeur chez Eugène Perma, pour adopter un joli balayage blond sur vos cheveux bruns.

Quel type de balayage choisir ? Que vous souhaitez éclaircir votre base brune ou passer aux cheveux blonds en douceur, le balayage blond est superbe sur les brunes, à condition de choisir la nuance qui vous ira le mieux. Pour cela, il convient d'adapter son balayage blond à sa carnation et à sa nuance de brun naturel. «Celles qui ont les cheveux brun foncé avec la peau mate peuvent choisir une nuance dorée», nous explique Morgan Ouatta. Cette teinte

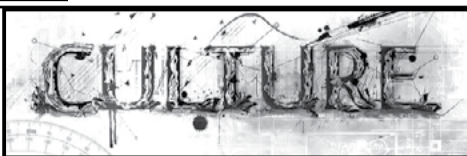


de blond va parfaitement complimenter la chaleur de la carnation mate pour offrir du relief à la chevelure. A contrario, celles qui affichent une carnation et une base de brun plus claires (cendré, cappuccino, châtain) doivent se tourner vers un balayage blond froid. Cette nuance va apporter de la lumière et de l'éclat à la crinière. «Attention à ne pas faire un balayage trop froid sur une carnation claire, car il va rendre l'apparence

pâle», souligne le coiffeur qui conseille de toujours «jouer sur le contraste et le relief». L'astuce de l'expert pour avoir une nuance parfaite : «J'aime bien faire un mélange de chaud et de froid pour avoir une couleur unique et un balayage personnalisé», nous a-t-il avoué. Comment entretenir son balayage blond sur cheveux bruns ? Comme avec toutes les techniques de décoloration, le balayage demande une

attention particulière, car il fragilise inévitablement la fibre capillaire. «Il faut toujours faire des soins après le shampoing, notamment un masque, parce que les cheveux sont sensibilisés avec le balayage», affirme l'expert. Son secret préféré : les soins repigmentants à la couleur du balayage réalisé. «Je préfère le soin repigmentant au shampoing repigmentant parce qu'il apporte aussi du soin», avoue Morgan Ouatta qui recommande de faire le soin après chaque shampoing. En ce qui concerne la patine appliquée après la décoloration, elle tient entre 6 à 8 semaines. Après ce délai, un passage chez le coiffeur sera nécessaire si vous souhaitez un balayage frais.

Enfin, le coiffeur nous livre sa dernière astuce d'entretien, essentielle avant l'été qui apporte : protéger les cheveux de la chaleur et du soleil qui oxydent la couleur du balayage, à l'aide d'un protecteur thermique et de soins capillaires contenant des filtres UV.



Débat à Djelfa sur « les spectacles populaires » à travers les écrits des explorateurs »

Le théâtre et les formes des spectacles populaires en Algérie à travers les écrits des explorateurs arabes et européens » est le thème d'une conférence qui se tient jusqu'au 26 mai 2023 à Djelfa.

La conférence est organisée par le Théâtre régional Ahmed Benbouzid de Djelfa (TRD), en collaboration avec l'Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle et de l'Audiovisuel de Bordj El Kiffan (ISMAS) et l'Arab Theatre Institute (الهيئة العربية للمسرح). « Nous avons décidé de baptiser la grande salle du Théâtre de Djelfa, à cette

occasion, au nom du conteur populaire Smaida. Une manière de le faire entrer dans la mémoire du théâtre algérien », a déclaré Abdelnacer Khellaf, critique et directeur du TRD.

Dans le hall, une exposition est dédiée à ce grand troubadour, Ahmed Ben Fetacha de son vrai nom, qui était connu dans les rues de Djelfa et de Messad par ses histoires et par son jeu de violon. Il est surnommé شاعر الكمنجة (le poète du violon) puisqu'il déclamait ses textes sur fond de musique, souvent avec son compagnon de route Cheikh El Guendouz. Smaida était membre

de l'Association nationale des arts lyriques, présidée à l'époque par Ahmed Wahbi.

Smaida, un poète peu connu Une court documentaire réalisé par Mokhtar Kerboua et produit par le TRD a été projeté lors de la cérémonie d'ouverture, lundi 22 mai, restituant son parcours, encore peu connu. Smaida n'était pas uniquement un troubadour mais un artiste talentueux qui assistait à des conférences et rencontres sur la poésie Melhoun et bedouie.



Cannes 2023

Kaouther Ben Hania comblée d'être en lice pour la Palme d'or

Le film «Les Filles d'Olfa» de la réalisatrice tunisienne Kaouther Ben Hania, en lice pour la Palme d'or, a fait sensation lors de cette première semaine à Cannes.

La course à la Palme d'or 2023 compte des nouvelles et nouveaux venu.e.s comme Kaouther Ben Hania, jeune réalisatrice tunisienne qui a fait sensation lors de la première semaine du Festival de Cannes avec son film «Les Filles d'Olfa» (The Party Film Sales), en anglais, Four Daughters.

Déjà présente au Festival, mais dans les sections parallèles, la compétition est forcément impressionnante.

«J'étais folle de joie quand on m'a annoncé la sélection en compétition officielle, et quand j'ai appris le nom des autres réalisateurs, Ken Loach, Wes



Anderson, Wim Wenders», réagit-elle au micro d'Euronews. «C'est juste fou ce qu'il m'arrive et je suis très contente d'être là», poursuit-elle.

Son film mêle fiction et réalité à travers un fait divers survenu

après la révolution du jasmin qui a fait tomber le président tunisien Ben Ali en 2011. Kaouther Ben Hania y raconte le destin d'Olfa, une mère qui a vu deux de ses filles rejoindre l'Etat islamique. «La petite histoire est liée à la

grande histoire de la Tunisie» explique la réalisatrice, qui se dit fascinée par l'influence qu'a eu cette révolution sur les vies de ces femmes, au point que la protagoniste, Olfa veuille mener sa propre révolution, «divorcer de son mari, partir, vivre sa liberté» souligne Kaouther Ben Hania.

Le film se fait littéralement sous nos yeux, enchaînant les témoignages réels, et des scènes reconstituées mêlant Olfa et ses deux filles cadettes avec des actrices professionnelles, donnant lieu à un recueil d'une parole unique rendu possible par une équipe de tournage composée en très grande majorité de femmes.

«Je voulais choisir une équipe très féminine parce que je savais que j'allais emporter

tout le monde dans une confession intime», explique la réalisatrice. «Il y avait dans ce tournage quelque chose de très thérapeutique, très introspectif et très féminin sur Olfa, ses filles et les comédiennes».

«C'était important d'avoir un Safe Space où tout le monde était dans l'empathie, pas dans le jugement» dit-elle.

Même les hommes qui étaient sur le plateau, je les voulais «women friendly» conclut Kaouther Ben Hania.

21 films sont en compétition. La Palme d'or sera remise le samedi 27 mai.

Dernière danse, d'Indila cumule plus d'un milliard de vues sur YouTube

Indila, une auteur-compositrice-interprète française, qui avait connu un succès fulgurant en 2014 avec la sortie de son premier album Mini World, écoulé à plus d'1,4 million d'exemplaires, fait un retour inattendu sur le devant de la scène. Le premier single de l'album, Dernière Danse, paru en novembre 2013, a en effet accumulé plus d'un milliard de vues sur YouTube, devenant la première chanson française à atteindre ce seuil impressionnant. En novembre 2014, Indila avait réédité son album, ce qui lui avait valu de recevoir en 2015 la Victoire de la musique de l'Album révélation.

En 2019, après plusieurs années de silence, elle avait sorti le single Parle à ta tête, et a depuis collaboré avec plusieurs artistes pour des duos, notamment Carrousel, avec Amir, et Roi 2 coeur, en collaboration avec Zaho.

Indila, de son vrai nom Adila Sedraïa, se distingue par la puissance de sa voix, qui transmet avec passion les émotions présentes dans ses paroles. Sa capacité à fusionner des éléments contemporains avec des influences culturelles ancrées dans la tradition orientale lui a assuré un large succès. La chanteuse d'ailleurs se

revendique souvent comme « une enfant du monde » puisqu'elle est née à Paris, que sa famille est d'origine algérienne et qu'elle a aussi des racines cambodgienne, égyptienne et indienne.

Son récent regain de popularité n'est cependant pas dû au hasard. Un extrait de Dernière danse est devenu une tendance parmi les utilisateurs de TikTok, propulsant le titre vers de nouveaux sommets, revitalisant l'intérêt autour de l'artiste.





Dévasté par l'explosion de Beyrouth, le musée Sursock revient à la vie

Pour de nombreux Beyrouthins, la réouverture du musée Nicolas Sursock, prévue pour le vendredi 26 mai, est une renaissance, un retour à la vie dans une ville dont l'Histoire ancienne ou moderne est jalonnée de destructions et de reconstructions.

Le musée Nicolas Sursock, joyau architectural du XIXe siècle et premier musée d'art moderne du monde arabe, a été lourdement touché par l'explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020. Sa reconstruction a coûté plus de 2,5 millions de dollars (1 dollar = 0,93 euro) et elle a nécessité plus de deux ans et demi de travaux.

«Rouvrir le musée n'est pas le plus grand défi que nous avons à relever. Il faut penser à l'avenir, à la pérennité des lieux», déclare le Dr Tarek Mitri, président du Comité général du musée Sursock.

À titre d'exemple, même si le musée Sursock a été doté de panneaux solaires, il faut des centaines de milliers de dollars par an de carburant pour faire fonctionner les groupes électrogènes dans un pays qui produit à peine de l'électricité. L'approvisionnement en courant électrique est nécessaire aux collections afin de les protéger des ravages du temps, notamment de l'humidité.

Avant la crise économique à laquelle le Liban fait face depuis 2019, le musée était autonome grâce aux fonds versés annuellement par la municipalité de Beyrouth. «Nous réfléchissons à la possibilité de mettre en place un fonds de dotation pour que le musée Sursock puisse rester ouvert et vivre. Nous ferons appel aux mécènes libanais et étrangers», explique le Dr Mitri. C'est d'ailleurs grâce à plusieurs donateurs que le musée a pu être reconstruit; il s'agit de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (Aliph), du ministère français de la Culture qui a assuré notamment les verres colorés de la manufacture de Saint-Gobain, et de l'Agence italienne de coopération au développement dans le cadre de l'initiative de l'Unesco, Li Beirut.

L'impact de l'explosion de Beyrouth

On recense également des dons des amis du musée et la participation d'architectes, d'ingénieurs, d'artistes et d'artisans, dont Maya Husseini. Elle a travaillé sur les vitraux,



éléments caractéristiques de la façade blanche du musée, qui avaient volé en éclats le 4 août 2020. La maison Tarazi a restauré les boiseries endommagées, notamment celle du bureau de Nicolas Sursock.

Des toiles, l'une de Kees Van Dongen, et l'autre, de Paul Guiragossian, ont été restaurées au Centre Pompidou à Paris, mais la majorité des œuvres ont été restaurées sur place, notamment des pastels de Georges Daoud Corm, exposés au moment de l'explosion.

Les survivants de Beyrouth

Pour permettre la renaissance du musée, de nombreux Libanais ont généreusement offert leur expertise et leur temps. Des étrangers aussi, comme Pierre-Nicolas Bounakoff, commissaire marseillais, présent depuis trois mois au musée Sursock pour que tout soit prêt le 26 mai. D'une salle à l'autre, il inspecte le travail, met la main à la pâte. Tombé amoureux du Liban vingt ans auparavant, il y effectue des séjours réguliers depuis. «Je ne suis revenu à Beyrouth qu'un an après l'explosion. Les dégâts étaient encore énormes», précise-t-il, ravi de faire partie de l'aventure de la réouverture.

«C'est quelques semaines après l'explosion du port que nous avons programmé notre appel aux dons. Sincèrement, pour moi, le plus important était de sauver les humains. Et durant des nuits entières, les habitants de la zone sinistrée, dans les quartiers de Gemmayzé et de Mar Mikhael, dormaient dans la rue. Il fallait venir à leur secours avant tout», confie le Dr Mitri, qui a échappé par miracle à la mort le 4 août 2020. Il avait quitté le musée vingt minutes avant l'explosion et son bureau a été complètement



première fois dans l'Histoire du musée que nous ouvrons

le 26!»

Rana Najjar, attachée de presse du musée, blonde habillée d'une robe rouge et d'espadrilles blanches, appelle un ascenseur flambant neuf dans un couloir immaculé. «Tout cela n'était que destruction. Le 4 août 2020, j'étais dans l'immeuble du quotidien An Nahar, au centre-ville de Beyrouth. J'étais encore journaliste à l'époque et mon bureau faisait face au port», indique-t-elle. Rana a été blessée dans l'explosion, elle a aidé d'autres personnes plus touchées qu'elle à se relever et se rendre dans les hôpitaux.

«Être là le 26 mai revêt une symbolique particulière pour moi», déclare-t-elle en marchant dans les salles du musée au sein desquelles des ouvriers travaillent encore et où des artistes mettent la dernière touche à leurs expositions qui seront inaugurées le jour de la réouverture.

Parmi eux, Karina el-Helou, la directrice du musée. Son exposition intitulée «Beyond Ruptures, a Tentative Chronology» retrace l'Histoire du musée, avec notamment des photos et des vidéos des travaux de nettoyage et de restauration qui ont suivi l'explosion.

«Pour moi, la réouverture du musée est un signe d'espoir pour la vie culturelle au Liban après le choc et le traumatisme vécus. Notre musée poursuivra sa mission et il continuera à soutenir les artistes libanais et régionaux. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui nous ont aidés», souligne-t-elle.



détruit. À l'instar de milliers de Beyrouthins, le Dr Mitri et le personnel du musée Sursock savent qu'ils ont échappé par miracle à la mort.

«Certes, les dégâts de la façade avec ses vitraux brisés en mille morceaux étaient les plus visibles, mais les dégâts les plus lourds étaient ceux de l'infrastructure», souligne-t-il.

Cédée en 1952 à la municipalité de Beyrouth, la résidence de Nicolas Sursock est devenue un musée en 1961, conformément au souhait de son propriétaire. En 2008, le musée ferme ses portes pour une restauration qui durera jusqu'en 2015. Les travaux avaient coûté plus de 10 millions de dollars. Moins de dix ans plus tard, les lieux ont été ravagés par l'explosion non nucléaire la plus importante de l'Histoire.

Tout un symbole

«Nous étions en pleine pandémie de Covid-19. Nous allions d'un confinement à un autre et pour préserver un semblant d'activité, nous avons décidé d'ouvrir le musée un mardi. C'était la

un mardi. Il n'y avait pas grand monde ce jour-là. Je suis sortie à 17 h 54. Six minutes avant la fermeture, quinze minutes avant l'explosion. C'est ce qui m'a sauvé la vie», raconte Shahrzad, une femme brune et svelte, en souriant. Assise derrière son comptoir à l'entrée du musée, elle décrit les dégâts, dans un bâtiment entièrement restauré. «Nous avons tous échappé à la mort par miracle. Un gardien a été blessé par les bris de verre et une mariée, en robe de noces, venue prendre des photos souvenirs avec son époux devant la façade du bâtiment, a été gravement touchée au bras. Zeina Arida (ancienne directrice du musée) et Elsa Hokayem (directrice adjointe) étaient encore là. Elles sont sorties presque indemnes alors que tout a volé en éclats», ajoute-t-elle. Shahrzad lève les deux bras vers le ciel, les deux pouces vers le haut et déclare: «Nous sommes de retour et ce n'est pas trop tôt. Cela nous a pris presque trois ans. Vivement

Près de 6 millions de dollars récoltés pour protéger la maison natale de Nina Simone

Une vente aux enchères d'œuvres d'art et un gala à New York au profit du projet de restauration de la maison natale de la diva soul et militante des droits civiques Nina Simone, ont permis de récolter près de 6 millions de dollars, au-delà des espérances des organisateurs, ont-ils annoncé mardi.

«Ce nouveau financement fera progresser de manière significative notre projet d'achever la restauration complète de la maison et de son extérieur», en Caroline du Nord, s'est félicité Brent Leggs, directeur d'un programme spécifique pour le patrimoine afro-américain au sein du National Trust for Historic Preservation, qui pilote le projet.

«Grâce à cet investissement, nous sommes en bonne voie pour

ouvrir les portes aux visiteurs en 2024», a-t-il ajouté. Vendredi, il disait espérer 2 millions de dollars.

Les enchères, qui se déroulaient sur internet depuis le 12 mai, ont été clôturées lundi avec un total de 5,38 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 500 000 dollars grâce à un gala samedi, a indiqué la galerie d'art Pace qui organisait la vente avec la société Sotheby's.

La demeure, une modeste maison de 60 mètres carrés et trois pièces, avec porche d'entrée et façades en bois repeintes en blanc, est située à Tryon, dans un comté rural de Caroline du Nord, au sud-est des États-Unis.

Elle était en vente en 2017 quand quatre artistes, Julie Mehretu, Ellen Gallagher, Rashid Johnson et Adam Pendleton, l'ont rachetée



95 000 dollars pour éviter qu'elle ne tombe dans l'oubli.

Parmi les onze tableaux en vente, une oeuvre de Julie Mehretu intitulée «New Dawn, Sing (for Nina)», a été cédée pour 1,6 million de dollars.

L'initiative était soutenue par

la championne de tennis Venus Williams.

Nina Simone, dont certaines chansons, comme «Mississippi Goddam» composent les playlists du mouvement Black Lives Matter, a eu une relation souvent difficile avec les États-Unis, où

elle est née en 1933, pendant la ségrégation raciale.

Dans la maison de Tryon, où elle vit ses toutes premières années avec ses parents et ses frères et soeurs, la petite Eunice Waymon – son vrai nom – baigne dans la musique et commence le piano à trois ans.

Mais son rêve de devenir concertiste classique se fracassera à la porte d'entrée du conservatoire de Philadelphie, un échec qu'elle a attribué toute sa vie au racisme. Sa carrière épouse ensuite dans les années 60 la lutte pour les droits civiques des Afro-américains. Nina Simone avait quitté les États-Unis et s'était établie en Europe, où elle est décédée en 2003, dans le sud de la France.

Lenny Kravitz et Billie Eilish, têtes d'affiche d'un concert pour la planète à Paris en juin

Lenny Kravitz, Billie Eilish ou encore Ben Harper se produiront le 22 juin à Paris lors d'un concert caritatif pour le climat et contre la pauvreté, en marge d'un sommet international organisé à l'initiative de l'Élysée, a annoncé mardi l'ONG Global citizen.

Les artistes H.E.R., Jon Batiste, Finneas et Mosimann participeront également aux festivités gratuites prévues au Champ de mars, qui avait déjà accueilli en 2021 une flopée de stars sous l'égide de l'organisation philanthropique, dont Elton John.

Intitulé «Power our planet (alimente notre planète): live in Paris», l'événement mettra en lumière le sommet pour un «nouveau pacte financier mondial», organisé les 21 et 22 juin dans la capitale à l'initiative du président Macron, dans le but de réformer le système financier international pour faire face au défi climatique. Paris avait lancé l'idée de ce som-



met à l'automne lors de la COP27 en Egypte avec la Première ministre de la Barbade Mia Mottley - dont l'île est en première ligne face aux menaces du changement climatique -, qui co-préside la campagne «Power our planet» de Global Citizen.

A travers cette campagne, l'ONG espère «une présence et des engagements forts» à Paris de la part du nouveau président de la Banque mondiale, Ajay Banga,

de la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen et des nations du G20.

Elle appelle à un «changement radical» pour permettre aux pays pauvres et en voie de développement d'accéder «aux financements dont ils ont urgemment besoin pour accélérer leur transition vers les énergies propres, renforcer leur résilience face aux catastrophes naturelles et répondre à leurs besoins les plus pressants».



«Il n'y aura pas de transition climatique à l'échelle mondiale si nous ne nous battons pas pour plus de justice et d'équité», prévient Emmanuel Macron, cité dans le communiqué.

«Les prochaines générations sont en train d'hériter d'une planète dévastée par le changement climatique», déplore Lenny Kravitz, appelant à «changer les choses». Co-créée en 2008 par l'Austra-

lien Hugh Evans, Global Citizen, dont le siège est à New York, organise tous les ans depuis 2012 le Global Citizen Festival, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, distribuant des billets gratuits aux personnes promettant de se mobiliser contre la pauvreté.

Produit par Live Nation, le concert parisien de juin sera retransmis en ligne.

Takeshi Kitano assure qu'il fera « un meilleur film la prochaine fois »

On n'avait pas vu de films de Takeshi Kitano depuis Outrage Coda (2017) sorti discrètement sur les plateformes. Et il n'était plus venu sur la Croisette depuis Outrage en 2010. C'était donc l'émeute au Festival de Cannes ce mardi soir pour recevoir Kitano-san et découvrir son film de samourais Kubi, présenté dans une salle comble.

« Je n'ai pas l'intention de cartonner avec mes films ou de gagner de l'argent à partir de maintenant, donc je ne suis pas ému par quoi que ce soit concer-

nant Cannes », avait-il confié à l'AFP quelques jours avant de se rendre au festival. C'est pourtant un Takeshi Kitano très ému qui a reçu les applaudissements du public avant et après la projection. Alors qu'est-ce que ce Kubi, dont le titre signifie « trancher la nuque » ? Une production luxueuse sur des clans qui se déchirent en 1582, avec Takeshi-san lui-même dans le rôle d'un chef cruel surnommé le Primate. Le réalisateur, qui s'était déjà essayé au film historique avec Zatoichi en 2003, va encore plus

loin dans le délire jubilatoire et foutraque. C'est un bonheur de voir ses guerriers se fendre la gueule dans un grand festival de blagues potaches et de scènes incroyablement gore où le sang gicle et les têtes roulent à tout-va. « Je fais juste ce qui me plaît » a insisté le réalisateur qui prétend ne pas se soucier de ce que les gens vont dire ou penser. Les cris et les éclats de rire pendant la projection ont dû pourtant lui faire chaud au cœur. Ils fusaient quand son personnage maltraite ses subalternes, compare des

têtes tranchées ou qu'il se plaint qu'un rival ne va pas assez vite pour se faire « seppuku ». Kubi permet au réalisateur Takeshi Kitano de rencontrer Beat Takeshi, son alter ego comique.

« Je serais très heureux si une œuvre que j'ai filmée avec détachement recevait de nouveau un bon accueil, mais ça ne veut pas dire que je vais essayer de faire plaisir », martelait le cinéaste. C'est pourtant le cas et on espère que Kubi sera bientôt distribué dans les salles.



L'Algérie récupère un pistolet du 18^e siècle ayant été mis aux enchères à Londres

L'Algérie poursuit sa bataille de préserver son patrimoine contre toute approbation et continue de récupérer les pièces historiques faisant partie de ce patrimoine. D'ailleurs, les autorités compétentes ont réussi à récupérer un pistolet, datant du 18^e siècle, qui a été mis aux enchères à Londres, en Angleterre.

À l'annonce de la mise aux enchères de ce pistolet, Algérie360 mais aussi les membres de la communauté algérienne à Londres ont alerté sur le risque que cette pièce



historique ne soit pas perdue. Londres : l'Algérie récupère un pistolet datant du 18^e siècle. Considéré comme une pièce historique de l'héritage algérien, le pistolet date du

18^e siècle. Notamment, le pistolet aurait été fabriqué par Muhammad Amziyan al-Mawhub et compte parmi les pièces produites pour être offerte comme cadeaux

à l'époque du règne de Hammuda ibn Ali, Bey de Tunis (1759-1814).

Dans le cadre des efforts de l'État à récupérer le patrimoine historique et culturel détenu à l'étranger, l'ambassade d'Algérie est intervenue pour récupérer la pièce historique qui a été présentée à la vente par la maison d'enchères londonienne Bonhoms, au prix fixé à partir de 3 000 £.

Pour rappel, le pistolet richement décoré est composé d'argent et de corail rouge. En effet, cette pièce est faite sur la base d'acier à bande ciselée,

en ce qui concerne le fût. Par ailleurs, sa platine comprend des incrustations de laiton sculpté d'entrelacs végétaux.

Il convient de rappeler également que l'Algérie a précédemment récupéré une Mukahla, une autre arme historique qui date du 19^e siècle, mise également aux enchères à l'étranger. Par ailleurs, il importe de préciser que ce genre de pièces historiques ne sont pas toujours de la propriété de l'État algérien, certaines pièces font partie de collections privées.

Le chercheur algérien Hossem Cherrad lauréat du prix mondial Khalifa de l'éducation

Le chercheur et professeur algérien, Hossem Eddine Cherrad, a remporté le prix Khalifa de l'éducation dans la catégorie des enseignants créatifs lors d'un concours international de renommée mondiale.

Ce concours a attiré la participation de 20 000 personnes venant des quatre coins du monde, couvrant trois continents.

Cherrad a soumis un dossier de candidature détaillé de 500 pages, reflétant le travail acharné qu'il a accompli au cours des trois dernières années.

Après cette étape, il a été sélectionné pour passer à la phase des entretiens personnels, ce qui lui a valu le titre d'Ibn Sétif, le premier et unique Algérien à être couronné à l'échelle internationale. Bientôt, il sera



également honoré aux Émirats arabes unis.

Un parcours académique marquant

Le professeur Hossem Eddine Cherrad possède un parcours académique impressionnant avec plusieurs diplômes à son actif.

Il a obtenu un Baccalauréat en sciences islamiques, suivi d'une Licence en droit islamique avec une spécialisation en jurisprudence et ses origines, délivrée par l'Université islamique Emir Abdelkader en Algérie.

Il a ensuite poursuivi ses études avec un Master en droit islamique en Syrie. Parallèlement, il a également obtenu un diplôme en psychologie de l'Université

de Damas.

De plus, il détient un Baccalauréat en études saintes de l'Université d'Istanbul en Turquie. En tant qu'écrivain et auteur, il a publié plusieurs ouvrages, dont « Les Moyens Plus Faciles et Plus Rapides pour Mémoriser le Saint Coran » et « Les Secrets de la Réussite Académique ». Son expertise et ses connaissances approfondies font de lui une autorité dans son domaine.

Air Algérie prolonge le délai de réception des offres d'acquisition de nouveaux avions

Pour renforcer sa flotte et s'ouvrir davantage sur le monde, Air Algérie a décidé d'acquérir de nouveaux avions, lui permettant d'assurer le transfert de ses voyageurs sur l'ensemble de son réseau national et international. Pour rappel, la compagnie aérienne nationale a précédemment conclu l'acquisition de huit aéronefs du constructeur Boeing.

En plus de ces huit nouveaux avions, Air Algérie prévoit d'acquérir dix autres aéronefs. Notamment, sous forme de leasing. Dans ce sillage, Air Algérie revient avec une nouvelle publication pour annoncer du nouveau, relatif à ce dossier.



En effet, dans une nouvelle note publiée sur son portail électronique, Air Algérie annonce la prolongation du délai de réception des offres liées à l'opération d'acquisition de 10 aéronefs

par leasing. Initialement prévu pour le 22 mai dernier, ce délai s'étale désormais jusqu'au 29 mai 2023.

Cette consultation a pour objectif le renforcement de la flotte nationale par leasing

opérationnel. Ce marché veut l'acquisition de six avions gros porteurs, dont quatre aéronefs du modèle A330-200/300 GE et deux A330-900. Mais aussi quatre avions moyens porteurs : deux aéronefs B737-800 et

deux B737-9 Max.

Pour rappel, la compagnie aérienne nationale avait précédemment lancé un marché d'acquisition de 15 nouveaux avions. L'attribution provisoire a été accordée aux deux constructeurs Boeing et Airbus. En ce qui concerne le marché des huit avions moyens porteurs, celui-ci a été attribué à l'Américain Boeing. Dans ce sillage, Air Algérie avait signé, mercredi dernier, son accord avec Boeing, dont les premières livraisons devraient avoir lieu au cours de l'année 2027.

Par ailleurs, en ce qui concerne le lot de sept gros porteurs, le contrat avec Airbus devrait être signé prochainement.